

Economie Gabon +

Le Mensuel des dirigeants et leaders d'opinion

VENDREDI 22 JUIN 2018 - PARIS

au Palais des Congrès de Paris !

FORUM des
DIASPORAS
Pour les décideurs d'Afrique et de Méditerranée



PARTAGE
D'EXPERIENCES

JEUNESSE
& EMPLOI

FINANCEMENT
DE PROJETS

ENTREPREUNARIAT
& PME / PMI



200

Leaders d'opinion



1500

Participants



50

Exposants

MENSUEL GRATUIT, NE PEUT ÊTRE VENDU

L'ESSENTIEL

COOPÉRATION INTERNATIONALE

Plus de 58 ans de collaboration entre l'Allemagne et le Gabon



Lire p.4

VIE ÉCONOMIQUE

TOTAL œuvre pour de nouvelles énergies et pour la biodiversité



Lire p.9

TIC

E-learning : faut-il le craindre ou l'adopter ?



Lire p.21

CONSO SANTÉ

Sénégal : l'artémisia naturelle peut-elle guérir le paludisme ?



Lire p.22

DOSSIER

AGRICULTURE - AGROBUSINESS



LA TERRE : L'AVENIR DE L'HOMME

EXCLUSIVITÉ :

Entretien avec M. Biendi MAGANGA MOUSSAVOU, Ministre de l'Agriculture

SERVAIR : une des sociétés les plus concernées par la sécurité alimentaire

SOTRADER : 18 000 hectares de plantations vivrières

Lire pages 12-19

Dans notre prochain numéro

RESSOURCES MINIÈRES

N°66
JUIN
2018





« SMAG LA CONFIANCE ALIMENTAIRE AU QUOTIDIEN »



MINOTERIE
75 000 T de farines



ALIMENTATION ANIMALE
30 000 T d'aliments



ELEVAGE AVICOLE
40 000 000 d'oeufs



COUVOIR
**40 000 poussins
d'1 jour**

SMAG (Société Meunière et Avicole du Gabon)
B.P.: 462 Libreville - Tél.: (+241) 01 70 00 51 - Fax : (+241) 01 70 06 17
Site web : www.somdiaa.com

Sommaire N°65

VIE ÉCONOMIQUE

5-11

Ces échanges libéralisés grâce à la ZLEC p.6

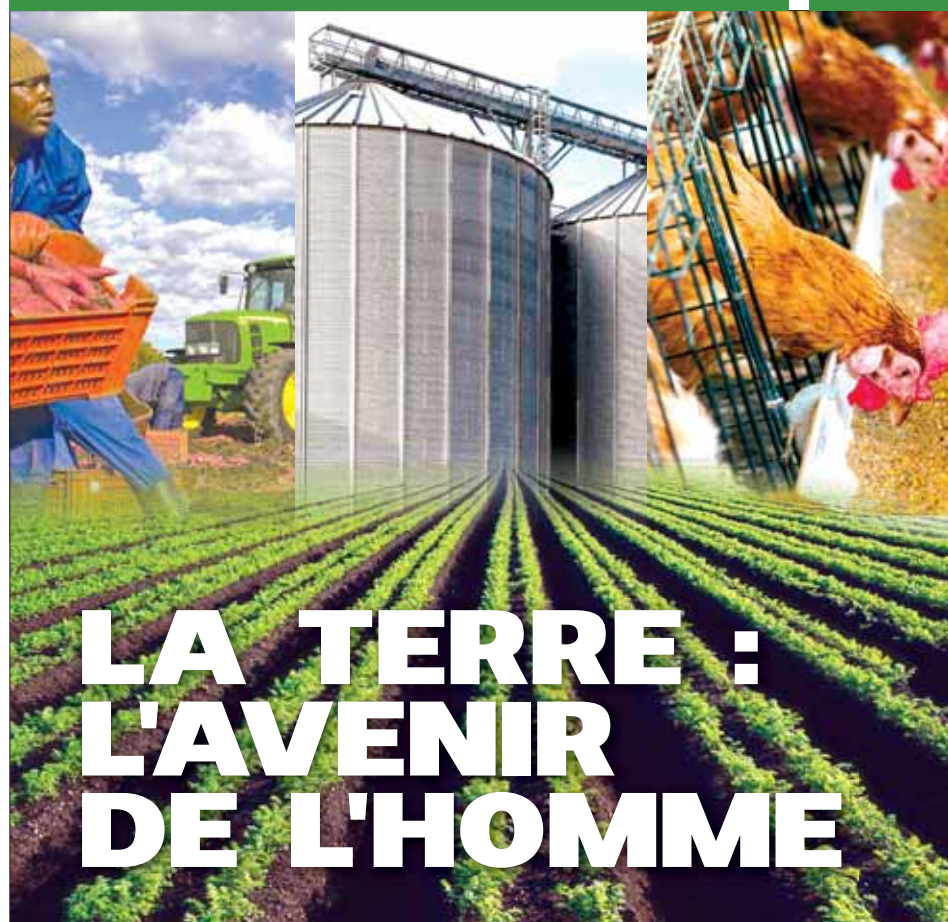
Les positions du Fonds Monétaire International en Afrique p.7

Des projets hydroélectriques salvateurs p.10

La FAO promeut l'approche genre pour lutter contre l'insécurité alimentaire nutritionnelle et la pauvreté. p.11

DOSSIER

12-19



SOCIAL ET SOLIDAIRE

20

Communiqué : Programme ophtalmologique national de la GSEZ p.20

Édito

LES PROMESSES DE LA TERRE

Par Anne-Marie Jobin

Avec sept Africains sur dix liés d'une façon ou d'une autre à l'agriculture, il est deux ou trois fois plus efficace d'investir dans ce secteur que dans d'autres pour réduire la pauvreté. Hélas, les agriculteurs africains sont souvent mal intégrés dans les chaînes de valeurs, ils n'ont pas suffisamment accès à l'expertise technique ou aux marchés et peinent à trouver des capitaux. Parmi eux, de nombreux candidats « agripreneurs », ainsi que des micro-, petites et moyennes entreprises (MPME) se trouvent dans un entre-deux : trop grands pour obtenir des microcrédits, trop petits pour accéder aux crédits ou aux capitaux des institutions financières. Selon la Banque Mondiale, tous secteurs confondus, 22 des 40 millions de MPME africaines n'auraient pas accès ou pas suffisamment aux services de financement. Par conséquent, il est crucial d'investir dans ces entreprises, y compris dans celles de taille intermédiaire, afin de stimuler la productivité agricole, créer de l'emploi et avancer vers l'autosuffisance alimentaire.

Dans certains pays d'Afrique, les « business angels » donnent des ailes à ce secteur en se positionnant comme des investisseurs providentiels. Ils comblent un manque en fournissant du capital et un mentorat à des entreprises qui peinent à obtenir des financements par les canaux traditionnels. Mais seront-ils assez puissants, assez nombreux, pour aider ce secteur dont 75% des acteurs travaillent dans l'informel ? D'après un rapport du FMI, cette culture et ce commerce informels représentent un « filet de sécurité » fournissant du travail et des revenus à une population en âge de travailler

nombreuse et croissante. Selon la FAO, l'économie informelle englobe « des biens et des services produits de façon légitime qui ne suivent pas nécessairement les procédures officielles telles que les réglementations sur les standards, l'immatriculation des entreprises ou des permis d'exploitation ». En conséquence, le commerce vu sous cet angle n'est donc pas forcément illégal, mais n'entre pas non plus dans le cadre de la loi.

À la lecture de ces prises de position, il n'est pas surprenant que dans certains pays d'Afrique subsaharienne, le secteur agricole informel génère des opportunités d'emplois significatives et contribue à une importante part du PIB. Pour favoriser un environnement légal et favorable au commerce, certains États accordent aux paysans des titres fonciers ou des droits d'exploitation sur plusieurs années pour leur faciliter l'accès aux financements et avoir un impact positif sur l'économie. L'*International Institute for Environment and Development* (IIED) confirme : la reconnaissance de l'économie alimentaire informelle et de ses acteurs est une étape clé, tout comme les rencontres avec les agriculteurs, les commerçants, les transformateurs et les vendeurs sur leurs marchés. Pour que cette économie devienne un véritable levier de croissance et de développement, il faudra donc partir des besoins et des contraintes de ceux qui en sont, souvent à défaut de mieux, les acteurs du quotidien ■

Directeur de la publication
Philippe CHANDEZON
pchandezon@gmail.com
Cel. : +241 05 31 70 00

Comité de rédaction
Anne-Marie JOBIN
Rédacteur en Chef - Éditorialiste
laredaction@economie-gabon.com

Responsable Multimédia
Tél. : +241 01 44 11 62
contact@economie-gabon.com

Responsable Réseau de distribution
Jocelyne DOKASSE - Tél. : +241 01 44 11 62
servicecommercial@economie-gabon.com
Port-Gentil : Louis Georges AGONDJO

Stratégie & Développement
Anne-Marie JOBIN : +241 05 30 18 80
annemarie.jobin@economie-gabon.com

Publicité & Marketing :
241 01 44 11 62
servicecommercial@economie-gabon.com

Directeur Artistique & Infographie
Donald Ella

Impression : Multipress
Tirage : 10 000 exemplaires

Informations Légales
MOBILITY MEDIA AFRICA Société éditrice de : Economie Gabon+

Sarl au capital de 85.000.000 FCFA - RCM
N°2010B09428

Numéro statistique : 771 619 H
Récépissé de déclaration de constitution
d'un organe de presse N°0165/MCPEN/SG/
DCOM du 3 juin 2010

Siège social
Immeuble BICP, BP 4562 Libreville-Gabon
Tél. +241 01 44 11 62

Site Internet : www.economie-gabon.com
Facebook : facebook.com/economiegabon.plus
Twitter : twitter.com/EconomieGabon



www.economie-gabon.com

Flashez ce code avec
votre smartphone



Magazines en PDF
retrouvez tous
nos magazines en
version numérique
format PDF

Plus de 58 ans de collaboration entre l'Allemagne et le Gabon

Le Gabon et l'Allemagne entretiennent d'étroites relations depuis 1960, concrétisées en 1962 par l'ouverture d'une ambassade. L'ambassade d'Allemagne fait partie des quatre ambassades des États membres de l'Union Européenne au Gabon. Elle est également accréditée à São Tomé et Principe.

Par Anne-Marie JOBIN

Dans le domaine économique, les entreprises allemandes **Gauß Engineering, DHL et VAMED** (entreprise autrichienne avec 78 % de participation de l'entreprise allemande Fresenius) ont réalisé divers projets au Gabon. Par exemple, VAMED s'occupe de la gestion et de la maintenance du matériel médical de certaines structures hospitalières. À cela s'ajoute la surveillance de la construction du tronçon routier Loubomo-Mougagara par la GIZ-IS (agence allemande de coopération internationale – Service International) dont la livraison finale a eu lieu en 2017.

Par ailleurs, la Société d'exploitation du **Transgabonais (Setrag)** a acquis en 2017 auprès des chemins de fer allemands une vingtaine de wagons offrant plus de confort et de commodités à leurs passagers.

L'Allemagne finance également des **microprojets** de développement visant à couvrir les besoins de base des couches les plus démunies de la population. La prise en compte de la notion du genre fait également l'objet d'une attention particulière dans chaque projet financé. Entre 2007 et 2017, l'Allemagne a financé 29 microprojets dont le dernier en date est une aide octroyée à l'Association Protectrice des Grands Singes de la Moukalaba (PROGRAM) pour l'achat de matériel dans le cadre de la formation des habitants du village Doussala dans la construction de ruches pour les abeilles (micro-projet germano-français).

Dans le domaine culturel, la coopération entre l'Allemagne et le Gabon connaît un développement extrêmement positif. Les élèves gabonais continuent de s'intéresser à l'**apprentissage de la langue allemande**, notamment dans le cadre de l'initiative du ministère fédéral des Affaires Étrangères « Les Écoles, Partenaires de l'Avenir » (PASCH) qui regroupe un vaste réseau d'écoles offrant un enseignement privilégié de l'allemand. Depuis 2014, l'Institution Immaculée Conception et le lycée d'application Nelson Mandela bénéficient de cette initiative. De plus, entre 2008 et 2017, 117 jeunes élèves gabonais en langue allemande ont eu la possibilité de découvrir l'Allemagne dans le cadre de programmes d'échanges pédagogiques. Les professeurs d'allemand bénéficient également de ce type de programmes et de séminaires



Anne-Kirsten Wohlleben,
1^{er} conseiller de l'ambassade d'Allemagne



Son excellence l'ambassadeur d'Allemagne,
Monsieur Burkhard Ducoffre

de formation aux méthodes pédagogiques et didactiques modernes organisés par le centre culturel allemand Goethe Institut de Yaoundé et l'Office allemand d'échanges universitaires (DAAD). Actuellement, l'allemand est enseigné dans plus d'une vingtaine de collèges et lycées au Gabon.

Ouvert depuis 2001, le Département d'Études Germaniques (DEG) de l'Université Omar Bongo bénéficie du soutien de l'Allemagne et, fort de plus d'une centaine d'étudiants, représente un volet important de la coopération universitaire et culturelle. Ses meilleurs étudiants effectuent régulièrement des semestres d'échange dans les universités d'Augsbourg et de Munster et les professeurs de ces dernières font des séminaires au Département. Par exemple, une délégation de l'Université de Munster composée notamment de

professeurs et stagiaires y était en visite en mars dernier.

Le domaine des sciences et de la recherche est l'un des piliers porteurs des relations bilatérales entre le Gabon et l'Allemagne qui ont d'ailleurs connu récemment une forte dynamique.

Les deux parties ont ainsi rendu hommage aux excellents travaux scientifiques du Centre de recherches médicales de **Lambaréné (CERMEL)** dirigé par le Pr. Dr Peter KREMSNER, directeur de l'Institut pour les Maladies tropicales de l'Université de Tübingen. La percée récemment réalisée par le CERMEL dans la recherche sur un vaccin contre le paludisme et sa mise à l'essai réussie d'un vaccin contre le virus Ebola lui ont valu le respect du monde entier et l'estime de la

communauté internationale. Au fil des ans, les travaux de recherche du CERMEL ont aussi bénéficié de fonds de soutien allemands à hauteur de sept millions d'euros.

En collaboration avec l'Agence gabonaise d'Études et d'Observations spatiales (AGEOS), le **Centre aérospatial allemand (DLR)** a lancé le projet AfriSAR permettant de calibrer les instruments radar qui seront embarqués à bord des prochains satellites de l'ESA et de la Nasa (Biomass, Nisar & Gedi). Ces satellites, dont le lancement est prévu pour 2021, sont destinés à fournir aux scientifiques des données précises sur les densités de biomasse et les stocks de carbone contenus dans les forêts tropicales. Les sites du Parc national de la Lopé, de Moulia et du Complexe Gamba ont été choisis comme zones de mesure, avec l'aide de l'Office national d'Études et de Recherches aérospatiales (ONERA).

À cette coopération scientifique dans le domaine de l'environnement, il conviendrait également de noter que le bateau allemand **F/S METEOR** traverse périodiquement les eaux territoriales gabonaises pour des expéditions scientifiques.

Différents partenariats ont été signés notamment entre le Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique (CENAREST) et le Musée de la recherche zoologique Alexander Koenig (Zoologisches Forschungsmuseum Alexander König) en 2012. Ce partenariat a pour objectif d'élaborer des propositions afin d'entreprendre des projets de recherche, de développer en partenariat des publications de recherche et d'organiser conjointement des séminaires et des conférences de recherche. En 2016, le Musée Alexander Koenig a même mis en place une exposition permanente sur l'espace vital de la forêt tropicale gabonaise en s'appuyant sur de la véritable matière végétale collectée lors d'une expédition de collecte de son personnel en 2012.

En accord avec le CENAREST, l'**Institut d'Anthropologie Évolutive Max-Planck (Max-Planck-Institut für evolutionäre Anthropologie)** a lancé en 2015 un projet de **recherches sur les chimpanzés et des gorilles** au parc de Loango (*MPG Projekt*). Les objectifs généraux de ce projet sont d'étudier les chimpanzés et les gorilles de l'ouest du parc national de Loango afin de comprendre leur écologie, leur comportement, leur culture, leur démographie, la dynamique de leur population, et leur état de santé, et de fournir une vue d'ensemble sur ces animaux aux écotouristes tout en les habituant à la présence humaine.

Dans le domaine du sport, le ministère fédéral des Affaires étrangères et ses partenaires – dont la confédération allemande du sport olympique DOSB, la fédération allemande de football DFB, la fédération allemande d'athlétisme DLV et l'université du sport de Leipzig donnent de fortes impulsions à la promotion du sport dans le monde sous la devise «Faire bouger les gens et surmonter les frontières». Son objectif : profiter de l'impact positif du sport pour réduire les préjugés, soutenir les minorités et ainsi contribuer au rapprochement entre les peuples. C'est dans cette optique que l'ambassade procède notamment à des dons en équipements sportifs comme celui remis en avril à la Fédération Gabonaise de Volleyball (FEGAVOLLEY). Par ailleurs, les athlètes, entraîneurs et professeurs d'éducation physique et sportive ont chaque année la possibilité de postuler à des stages de perfectionnement dans diverses disciplines en Allemagne, offerts par nos partenaires. En 2017, un jeune professeur d'éducation physique et sportive gabonais a participé à un stage international de recyclage académique (spécialité handball) de six mois à la Faculté de la science du sport de l'université de Leipzig. Il y a obtenu sa licence d'entraîneur B octroyée par la fédération allemande de handball (DHB). Par ailleurs, deux autres Gabonais ont également été retenus cette année pour un stage en tennis de table dans la même université.

Dans le cadre de la coopération internationale, le Gabon et l'Allemagne ont initié la résolution sur la surveillance du trafic des espèces sauvages adoptée le 30 juillet 2015 par la 70^e assemblée générale des Nations-Unies à New-York.

Dans le domaine de la santé, le Gabon est connu en Allemagne surtout grâce à l'œuvre d'**Albert Schweitzer**, médecin et fondateur du célèbre hôpital de Lambaréné. Ce dernier reçoit entre autres des subventions de l'association allemande *Der Deutsche Hilfsverein für das Albert-Schweitzer-Spital in Lambarene* (DHV).

L'université et le centre hospitalier universitaire de Tübingen participent à la mise en place d'une école de santé publique à Lambaréné au Gabon. Une convention entre le gouvernement gabonais et le Centre de Recherches Médicales de Lambaréné (CERMEL) a été signée le 2 juillet 2017 à Tübingen avec différents partenaires incluant notamment le Centre allemand de la recherche sur les maladies infectieuses (DZIF) ainsi que la faculté de médecine de Vienne en Autriche. La nouvelle école sera située sur le campus du CHU de Lambaréné et formera les professionnels du domaine de la santé au Gabon ■



**TURKISH
AIRLINES**



VOYAGEZ PLUS

AVEC LA COMPAGNIE AÉRIENNE QUI DESSERT
LE PLUS DE DESTINATIONS AU MONDE

5 VOLS PAR SEMAINE AU DÉPART DE LIBREVILLE

[TURKISHAIRLINES.COM](https://www.turkishairlines.com)

A STAR ALLIANCE MEMBER 

Ces échanges libéralisés grâce à la ZLEC

Née de la volonté des chefs d'États de l'Union Africaine en mars 2018, la Zone de Libre-Échange Continentale (ZLEC) constitue un acte fondamental qui va définitivement changer les économies du continent.

La rédaction

Pendant que 44 États sur 54 s'accordaient sur l'institution d'une Zone de Libre-Échange Continentale (ZLEC) visant à éliminer 90 % des droits de douane sur les biens et services dans un délai de 5 à 10 ans, 27 pays signaient également un protocole officialisant la libre circulation des personnes, légalisant ainsi des migrations jusque-là informelles déjà très massives. L'union africaine envisage aussi de créer ultérieurement une monnaie unique pour le continent. Les textes qui composeront les fondations premières d'une Afrique réaménagée par le libéralisme économique doivent encore être ratifiés dans les six mois à l'échelle nationale par les pays signataires.

Pour savoir quels biens et services sont concernés et notamment si le commerce de produits agricoles est favorisé par cet accord, il faut se référer au rapport de cadrage sur lequel l'Union africaine s'est alignée pour établir sa politique industrielle et commerciale.

La création de la ZLEC reprend une recommandation d'un rapport multilatéral sur le développement durable en Afrique publié conjointement par la BAD, le PNUD, l'UA et la CEA à New York le 18 octobre 2017. Chargé d'évaluer le suivi et la mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, il indique dans le chapitre «*Promouvoir le commerce*», que «*l'élimination des obstacles internes et externes au commerce, y compris l'insuffisance d'infrastructures et les droits de douane, et la promotion du transfert de technologie et de l'acquisition de compétences sont des facteurs essentiels à la compétitivité commerciale*».

L'élimination des barrières douanières est présentée comme le moyen de réaliser une série d'objectifs d'ordre industriel et commercial. On y retrouve l'ambition de l'UA «*d'augmenter de 50 % la part de la production manufacturière à forte intensité de main-d'œuvre et d'augmenter de la moitié la valeur réelle des produits manufacturés dans le PIB*». En ce qui concerne les services, le rapport propose des chantiers panafricains tels que «*l'autoroute transafricaine*» et le «*réseau ferroviaire africain à haute vitesse*». Mais d'autres secteurs semblent directement concernés à court terme par l'abolition des frontières douanières. Parmi les priorités du rapport, on peut lire que d'ici à 2030, l'objectif est de «*trippler le volume du commerce infra-africain de produits et services agricoles*», ou encore de «*renforcer la production agricole et la productivité*».

La part de l'Afrique dans la production industrielle mondiale est très marginale, elle est estimée à 1 %. L'aplanissement des obstacles tarifaires à la circulation des biens et services sur le continent

constitue une étape fondamentale de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Elle a pour rôle non seulement d'augmenter les flux commerciaux intra-continentaux en valeur et en volume, mais aussi de développer l'industrialisation de la production de biens, la mécanisation de l'agriculture et enfin d'ouvrir de grands chantiers de transports panafricains.

Seules les matières premières dites stratégiques telles que les minerais rares et les hydrocarbures paraissent exclues de cet immense espace marchand qui, en rapprochant massivement les marchés et les consommateurs, redéfinit aussi les perspectives de la concurrence et de la production en Afrique.

Les principaux partenaires commerciaux des États membres de la ZLEC demeurent à l'extérieur du continent, en Europe, en Asie, aux États-Unis, au Moyen-Orient, où les marchés d'Afrique comptent la plupart de leurs clients et fournisseurs. Ces derniers, et plus particulièrement leurs entreprises, devraient largement profiter des avantages d'une immense zone de libre-échange, plus vaste que celle des groupements d'États existants, et qui se présente en libre accès, quasiment sans protections douanières intérieures ni extérieures ■



OGAR,
L'ASSURANCE À VOS COTÉS

Contactez - nous au:
Tél: +241 01 76 15 96 / 01 76 04 95
Fax: +241 01 76 58 16 / 01 76 46 43
www.groupeogar.com

Ogar
Toujours avec vous

INTERVIEW DE M. DOMINIQUE DESRUELLE , DIRECTEUR ADJOINT
DU DÉPARTEMENT AFRIQUE DU FMI

Les positions du Fonds Monétaire International en Afrique

Le Fonds monétaire international (FMI) encourage la stabilité financière et la coopération monétaire internationale. Il s'efforce aussi de faciliter le commerce international, d'œuvrer en faveur d'un emploi élevé et d'une croissance économique durable, et de faire reculer la pauvreté dans le monde. Le FMI est gouverné par ses 189 États membres, auxquels il rend compte de ses actions.

Par Anne-Marie JOBIN

ECONOMIE GABON + : La délégation menée par Alex Segura Ubierno en février dernier avait pour mission d'évaluer les performances du Gabon consécutivement au décaissement de récents appuis budgétaires. Quelle est l'analyse du résultat ?

Pour commencer, permettez-moi d'établir le cadre de cette mission. Je suis présent pour quelques jours à Libreville afin de présenter l'étude semestrielle réalisée par le département Afrique sur les perspectives économiques régionales de toute l'Afrique subsaharienne. Nous constatons une reprise certes modeste, mais prometteuse. En 2018, les perspectives de croissance sont évaluées à 3,4% contre 2,8 % en 2017, ce qui nous permet d'espérer encore mieux en 2019 puisque cette croissance s'accélère dans 2/3 des pays d'Afrique subsaharienne.

NOUS CONSTATONS UNE REPRISE CERTES MODESTE, MAIS PROMETTEUSE

ECONOMIE GABON + : Quel est le facteur déclenchant de cette reprise ?

Cette reprise est due à plusieurs facteurs extérieurs dont une croissance plus soutenue aux États-Unis et en Europe, une hausse du prix des matières premières et aussi un accès non négligeable de capitaux des marchés internationaux. Nous avons enregistré des émissions d'obligations de certains pays d'Afrique subsaharienne pour un montant de 8,8 mds de dollars au 1^{er} trimestre 2018, ce qui est plus que les émissions de l'ensemble des obligations contractées au cours de l'année 2017 et dix fois plus que les émissions de l'année 2016.

ECONOMIE GABON + : Quels sont les pays qui se distinguent en la matière ?

C'est une question intéressante parce que les pays qui se distinguent et ont réalisé des émissions importantes ne sont pas obligatoirement portés par l'apport de leurs richesses minières. Je prends l'exemple du Sénégal et de la Côte d'Ivoire. Ces deux pays sont dits pré-émergents, des pays frontières qui connaissent depuis un certain nombre d'années une croissance soutenue. Par ailleurs, le Burkina Faso, l'Éthiopie, le Ghana, la Guinée, le Rwanda et la Tanzanie sont un ensemble de pays qui ne dépendent pas tous de leurs ressources naturelles et bénéficient pourtant d'une croissance établie à 6% en 2017. Quant à l'Afrique du Sud et au Nigéria, les deux poids lourds de l'Afrique subsaharienne, leurs économies respectives tournent au ralenti depuis plusieurs années, ce qui pèse fortement sur la croissance globale de la région.

ECONOMIE GABON + : Est-ce le FMI qui juge qu'un pays est émergent et si oui, quels sont les critères ?

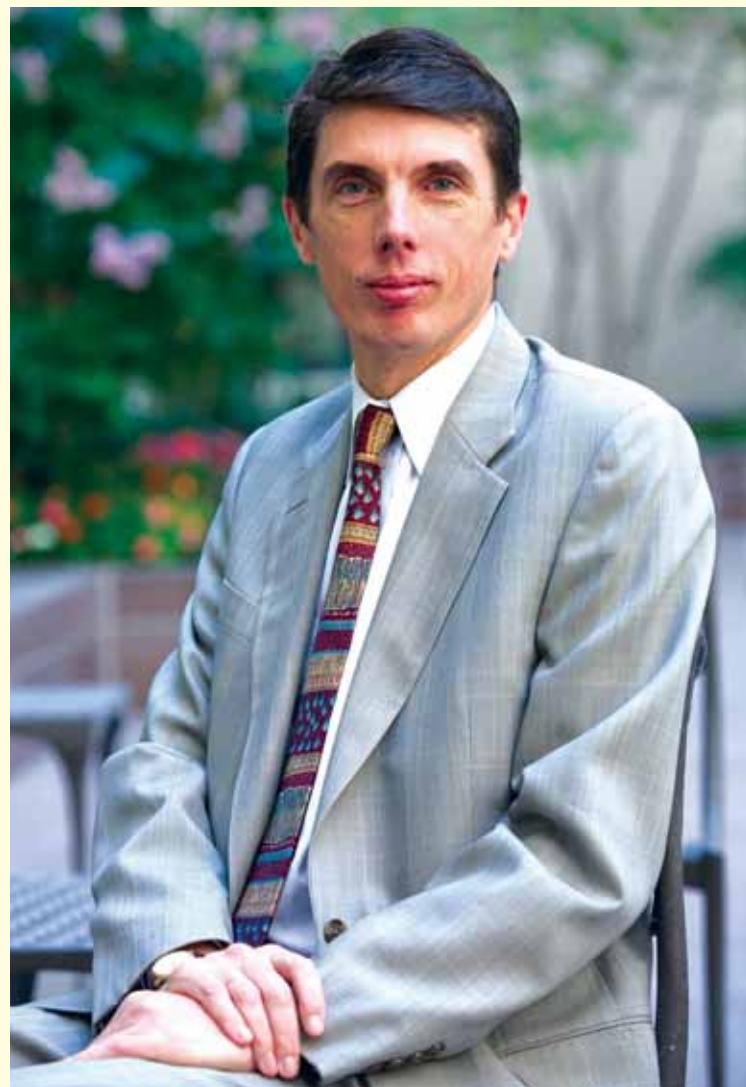
Les pays émergents sont caractérisés en fonction de leur accès aux marchés internationaux, de l'ouverture du compte en capital et de leur intégration forte avec l'économie mondiale. Ceci dit, il n'existe pas de classification très claire, ils sont simplement identifiés selon l'accès à cette «frontière» de pays qui passent de pays à faibles revenus à pays en voie d'émergence.

ECONOMIE GABON + : Monsieur Dominique DESRUELLE, vous représentez le Départe-

ment Afrique du FMI qui a été créé en juillet 1944. Déjà à cette époque, les quarante-quatre pays représentés à la conférence des Nations-Unies de Bretton Woods voulaient établir un cadre de coopération économique pour éviter que ne se reproduisent les dévaluations successives qui avaient contribué à la grande crise des années 30. Selon vous, le sujet du devenir du F CFA est-il d'actualité ?

Concernant le devenir du franc CFA, il est bon de rappeler que chaque pays membre du FMI est entièrement libre de choisir le régime de change qui lui convient ; c'est une décision souveraine qui lui appartient. Il revient ensuite à chaque pays de mettre en place des politiques monétaires, budgétaires et structurelles qui soient cohérentes avec le régime de change choisi. Le FMI fournit régulièrement des conseils en ce sens à l'ensemble de ses pays membres.

Les États de la CEMAC se sont réunis à Yaoundé en décembre 2016 pour adopter une stratégie consistant à définir un redressement budgétaire de l'ensemble des pays, et le FMI s'est déclaré prêt à soutenir cette décision. Sur les six pays de la zone, quatre ont déjà mis en place des programmes soutenus par le FMI, dont trois ont fait l'objet d'une revue en décembre dernier. Le Tchad a également fait l'objet d'une revue en avril 2017, consécutivement aux progrès des négociations avec ses créanciers. Avec le Congo, nous avons un accord de principe sur un programme. Quant à la Guinée Équatoriale, nous sommes très avancés sur les négociations. Le FMI est donc pleinement engagé dans cette stratégie.



Dominique Desruelle, Directeur adjoint du département Afrique du Fonds Monétaire International

CHAQUE PAYS MEMBRE DU FMI EST LIBRE DE CHOISIR LE RÉGIME DE CHANGE QUI LUI CONVIENT

ECONOMIE GABON + : Quelles sont les conditions en échange desquelles le FMI s'engage à prêter aux pays membres ? Est-ce en contrepartie d'une garantie souveraine ?

Le mandat du FMI est d'offrir du soutien aux pays membres en cas de difficultés, sous condition de s'assurer que cet appui aide effectivement les pays à régler les problèmes auxquels ils sont confrontés et qu'ainsi, le FMI puisse être remboursé. Il s'agit donc bien d'un prêt et non d'un financement permanent. En fait nous sommes une caisse de crédit gérant un ensemble de capitaux apportés par l'ensemble des pays membres.

Un pays membre peut solliciter une aide financière au FMI s'il constate un besoin de balance des paiements, c'est-à-dire dans les cas où il ne peut pas obtenir de financements suffisants à des conditions abordables pour régler ses paiements internationaux (par exemple, importations ou remboursements de dette extérieure) tout en maintenant des volants adéquats de réserves.

En règle générale, le FMI met ses ressources à la disposition d'un pays membre, à sa demande, dans le cadre d'un « accord » de prêt qui peut stipuler des politiques et mesures économiques qu'il conviendra au pays concerné d'appliquer pour résoudre son problème de balance des paiements. Une fois l'accord approuvé par le Conseil d'administration, les ressources du FMI sont habituellement mises à la disposition du pays par tranches successives au fur et à mesure de l'exécution du programme.

ECONOMIE GABON + : Pour conclure Monsieur Desruelle, quelle est votre position vis-à-vis du Gabon ?

Une mission du FMI conduite par Monsieur Alex Segura Ubierno séjourne actuellement au Gabon, ce qui ne me permet pas dans l'immédiat de répondre dans le détail à cette question. Ce que je peux dire, c'est que les pays exportateurs de pétrole comme le Gabon doivent poursuivre l'ajustement budgétaire et la diversification économique en profitant du répit qu'offre le rebond des cours des produits de base, tout en prenant des mesures crédibles pour augmenter les recettes non pétrolières et accroître l'efficacité de leurs dépenses publiques ■

BICP

LEADER DU CONSEIL IMMOBILIER AU GABON



BIENS DU MOIS A LOUER						
NAT.	CARACT.	SURF.	PRIX Fcfa	LOCALISATION	PIEC.	PARK./DOC.
Bureaux	Vue sur mer, open space	250 m2	2 500 000	Bord de mer, Immeuble BICP	6	4
Bureau vitré	Cadre agréable	65 m2	1 200 000	Bord de mer, Immeuble BICP	1	2
Bureaux	Vue sur mer, plusieurs terrasses, piscine et salle de sport	160 m2 et +	800 000 à 3 500 000	Tropicana, batterie 4, Louis, Bord de mer, Haut de Gué Gué	4	2
Studio	Vue sur mer, plusieurs terrasses, piscine et salle de sport	70 m2 et +	800 000 à 1 200 000	Tropicana, batterie 4, Haut de Gué Gué	2	2
Appart. meublé	Vue sur mer	75 m2 et +	1 000 000 à 3 600 000	Résidence Equateur, Immeuble BICP, Haut de Gué Gué	2	2
Appart.	Vue sur mer	210 m2	1 200 000 à 3 500 000	Tropicana, batterie 4, Louis, Bord de mer, Haut de Gué Gué	3 à 4	2
Appart.	Vue sur mer, plusieurs terrasses, piscine et salle de sport	160 m2 et +	800 000 à 3 500 000	Tropicana, batterie 4, Louis, Bord de mer, Haut de Gué Gué	4	2

BIENS DU MOIS A VENDRE						
Appart.	2e étage	154 m2	90 M	Avenue de Cointet	4	TF
Villa	Atelier + Magasin + bureaux + (Matériel)	1320 m2	270 M	IAI/Mindoube	9	TF
Villa	Haut standing	923 m2	350 M	Damas	11	Décret définitif
Villa	Haut standing avec piscine	≈ 700 m2	350 M	Batterie 4	5	TF
3 R+ 1	14 appartements en finition	1700m2	370 M	Alibendeng	4	Décret définitif
2 villas jumelées en duplex	En finition, matériel disponible	500 m2	115 M	Angondje Château	10	TF
Terrain	Clôturé	1000 m2	150M à 200 M	Sablière, Batterie 4, Charbonnages		TF
Terrain	Bordure de route principale et voie secondaire	500m2 à 1000m2	30 M à 70 M	Angondje, Akanda, carrefour Gigi, Amissa, Owendo,		Décret Définitif
Immeuble R+2	Haut standing, neuf	730m2	650 M	Angondje, carrefour Gigi	4	TF

DU NOUVEAU AU GABON : Votre maison en 15 jours à 15 millions

Le secteur des BTP connaît actuellement une véritable révolution avec l'arrivée d'une entreprise de construction spécialisée dans les structures en acier léger.

Inauguration d'une usine

Inaugurée le 11 mai dernier, l'usine de la Société ADHI située à Angondjé propose des procédés de fabrication très novateurs en acier galvanisé. Économiques et durables, ils sont couramment utilisés aux États-Unis, d'où le nom de la structure : « American Dream Home International ».

Devenir propriétaire d'une maison de type

F3 construite sur mesure sur votre terrain en 15 jours pour 15 millions de Francs CFA, c'est le défi qu'offrent ces promoteurs. Une maison composée de matériaux en acier résiste au feu, n'est pas menacée par les insectes ou les plantes nuisibles. Une maison témoin peut être visitée en face de l'usine. Cette société de construction a intégré son propre bureau d'études et gère une académie assurant la formation de jeunes Gabonais aux différents métiers du secteur du BTP.

Pour de plus amples renseignements, vous pouvez appeler :

BICP : +241 05 31 70 00 ou +241 01 73 18 80.

Email : servicecommercial@bicpgab.com



Immeuble BICP, bord de mer - 1474, Av. G. Pompidou / BP 4562 Libreville - Gabon
Fixe : (+241) 01 73 18 80 / Portable : (+241) 05 31 70 00 / 07 72 42 43
Email.: pchandezon@gmail.com - servicecommercial@bicpgab.com / Site internet : **www.bicpgab.com**
Burkina Faso : Zone Zaca 10 BP 13589 - Ouagadougou - Tél : +226 25 30 00 14 / 77 68 64 64

INTERVIEW DE MONSIEUR ÉDOUARD BOURDIN DIRECTEUR GÉNÉRAL TOTAL MARKETING GABON

TOTAL œuvre pour de nouvelles énergies et pour la biodiversité

Total Gabon, première entreprise gabonaise et partenaire du développement pétrolier du pays depuis 60 ans, producteur exploitant, travaille sur toute la chaîne de valeur du pétrole, du gaz et du solaire : vous découvrez, produisez, transformez, commercialisez et distribuez le pétrole, le gaz et l'énergie solaire jusqu'au client final, sous diverses formes.

Par Anne-Marie JOBIN



Édouard BOURDIN, Directeur Général Total Marketing Gabon

ECONOMIE GABON + : Monsieur Édouard Bourdin, TOTAL est très engagé dans le développement des énergies renouvelables. Quelles sont les actions menées au Gabon ?

Permettez-moi de m'exprimer au niveau du groupe Total. Sous l'impulsion de son PDG, Monsieur Patrick Pouyanné, Total s'est effectivement engagé à répondre à la demande croissante d'énergie et à intégrer dans sa stratégie l'objectif retenu lors de la COP 21 de limiter le réchauffement climatique à 2°C d'ici à 2035. Si elles ne sont pas toutes renouvelables (les hydrocarbures devraient représenter encore 40% du mix énergétique en 2035), les énergies de demain devront contribuer à baisser l'intensité carbone du mix énergétique global et préparer l'après-pétrole.

Cette évolution se concrétisera à court terme par l'émergence des applications du gaz naturel liquéfié pour le transport routier et maritime et le chauffage urbain. C'est une des raisons pour lesquelles Total a acquis l'année dernière les activités GNL amont du groupe Engie, devenant ainsi le n°2 mondial du GNL.

En ce qui concerne les énergies renouvelables, notre ambition est de devenir le major de l'énergie responsable avec, pour la partie énergie solaire (qui connaît la plus forte croissance dans le mix d'énergie primaire), une participation majoritaire dans la société SunPower (qui produit et commercialise des panneaux solaires) et le rachat de Saft (qui conçoit et produit des batteries de haute technologie pour l'industrie), toutes deux au sein de Total Solar. Une application concrète

lancée au sein du Groupe est le projet de solarisation de ses sites industriels et commerciaux, dont 5 000 stations TOTAL d'ici 2021, aux fins de minimiser leur impact carbone sur l'environnement.

L'objectif, sur le continent africain et pour le Gabon, est de solariser 1 station sur 2 d'ici 5 ans.

Au niveau du Gabon, le Groupe travaille également aux avant-projets de fermes solaires importantes, de l'ordre de 40 à 70 mégawatts, comme nous en avons déjà réalisé au Qatar, au Japon et en Afrique du Sud. Enfin, pour limiter l'utilisation du bois de chauffe et ainsi réduire l'impact sur la déforestation, Total souhaite poursuivre son investissement dans la distribution de butane commercial (les bouteilles orange) qui reste malgré tout fortement subventionné par le gouvernement.

ECONOMIE GABON + : Acceptez-vous que nous orientions cette interview sur vos actions sociales et sociétales ? Quels sont vos investissements en termes de formation et d'employabilité ?

Cette question est au cœur de notre politique sociale et en ligne avec celle du gouvernement gabonais. Nous menons plusieurs actions parallèles. La dernière en date est la signature entre l'ONE et Total Marketing Gabon d'un accord en faveur du Contrat d'Apprentissage Jeunesse (CAJ). 5 à 15 jeunes apprentis nous rejoindront chaque année pendant

les 4 prochaines années (cinq d'entre eux sont déjà à pied d'œuvre ici). Ce fonds d'insertion cible les jeunes diplômés, sélectionnés à la lecture de leur CV, pour une première expérience en entreprise.

48 filiales de distribution de Total implantées en Afrique.

Toujours dans le domaine de l'emploi des jeunes, nous nous inscrivons dans le programme « Young Graduate » de la Division Afrique de notre branche. Ce programme a bénéficié à plus de 500 jeunes dans les 48 filiales de distribution de Total implantées en Afrique. Il s'agit de sélectionner chaque année, sur appels à candidatures, des profils bien définis en réponse aux besoins de chaque filiale. À l'issue des entretiens, les sélectionnés (nous avons reçu plus de 2 000 CV pour la promotion 2018 de Total Marketing Gabon) intégreront la filiale pour une première mission de 6 à 12 mois et, si la mission s'est bien déroulée, partiront ensuite à l'étranger pour 12 mois dans une autre filiale du Groupe. À leur retour, ils seront prioritaires pour être recrutés au sein de Total Marketing Gabon, si les postes sont disponibles. En tout état de cause, cette expérience internationale de plus d'un an chez Total marquera leur carrière à venir.

Nous avons également le programme « Startupper de l'année » lancé en 2015 et destiné à soutenir les jeunes entrepreneurs ayant un projet innovant, audacieux et pouvant améliorer les conditions de vie des populations. Une nouvelle édition devrait d'ailleurs être lancée cette année.

Au niveau de la gestion de nos stations-services, Total Marketing Gabon développe le programme Afrique « Jeune Gérant » : de nombreux jeunes qualifiés et motivés n'ont pas toujours accès au système bancaire pour financer le fonds de roulement nécessaire à la bonne gestion d'une station. Nous sélectionnons donc les meilleurs candidats, les formons au travers d'une immersion dans une station-référent et de formations dédiées, leur confions ensuite une de nos stations et préfinançons leur fonds de roulement. Chaque « Jeune Gérant » s'engage à rembourser sur une période pouvant aller de 7 à 10 ans, à l'issue de laquelle il est devenu son propre patron !

Pour clore le sujet, le GPP (Groupement Professionnel Pétrolier, le groupement des distributeurs de produits pétroliers) a signé fin 2017 un partenariat avec JA Gabon afin de former de jeunes pompistes gabonais, puisque le but de Total Marketing Gabon et de toute l'industrie est de nationaliser les forces actives de nos stations.

ECONOMIE GABON + : Vous investissez aussi auprès des acteurs de la conservation de la biodiversité, notamment aux cotés de la FAO, pour préserver l'Arboretum de Sibang (16 hectares). Comptez-vous étendre votre soutien dans ce domaine ?

Ce sujet me permet d'éclaircir un point qui n'est pas toujours évident aux yeux du grand public. Le groupe Total est présent au Gabon via 2 filiales indépendantes : Total Gabon, active dans l'exploration et la production d'hydrocarbures et Total Marketing Gabon pour la distribution de produits pétroliers. Ce partenariat dont vous parlez a été signé avec Total Gabon dont le Directeur Général, Monsieur Henri Max NDONG NZUE, pourra sans aucun doute vous apporter tous les éléments souhaités. Néanmoins, je sais ce partenariat très positif. Total Gabon étudie avec attention d'autres projets dans la même thématique. Les 2 filiales travaillent actuellement à mettre en commun leurs programmes de Responsabilité Sociétale et Environnementale afin d'avoir une action cohérente et significative dans les domaines retenus. Nous continuerons également à bénéficier des actions de la Fondation Total, active dans l'ensemble des pays où Total est présent.

ECONOMIE GABON + : Aujourd'hui, combien de stations Total sont implantées dans le pays et quels sont vos objectifs ? Quel est le nombre de personnes employées par Total Marketing Gabon ?

À ce jour, Total Marketing Gabon emploie 134 personnes réparties entre le siège, nos agences et nos dépôts de produits pétroliers. Nous travaillons également avec plus de 500 collaborateurs indirects en considérant nos gérants, nos pompistes, sans compter nos partenaires. Total Marketing Gabon opère à ce jour 48 stations-services et est le seul distributeur dont le réseau de stations-services couvre l'ensemble des 9 provinces du pays. Notre objectif est toujours d'apporter l'énergie au plus près de nos clients et des populations les plus reculées, mais toute installation d'une station-service nécessite un minimum

d'infrastructures fonctionnelles : des routes d'accès sûres, l'eau, l'électricité et un réseau bancaire à proximité, conditions qui ne sont pas toujours réunies. De plus, le contexte économique actuel ne nous permet pas de réaliser pleinement nos projets de développement. Malgré cela, Total Marketing Gabon est entièrement dédié à soutenir la croissance gabonaise sur le long-terme !

ECONOMIE GABON + : Quel volume distribuez-vous sur le territoire ? Vous venez de présenter et vous commercialisez à présent le carburant Total Excellium. En Europe, le prix de ce carburant est supérieur aux autres alors qu'au Gabon vous l'affichez au même tarif. Est-ce une offre de lancement ? Ce produit remporte-t-il déjà un vif succès ?

En 2017, le marché global du Gabon a représenté 634 000 tonnes de produits pétroliers commercialisés, en décroissance pour la 3^e année consécutive. Total Marketing Gabon est leader avec environ 37% de parts de marché, marché partagé entre les 4 principaux acteurs que sont TOTAL, PETRO GABON, OILYBIA et ENGEN.

Concernant le lancement de nos nouveaux carburants TOTAL EXCELLIUM, il s'agit de carburants additivés de haute technologie, développés par Total. Ce sont des carburants améliorés qui nettoient le moteur et le protègent durablement pour le rendre plus performant, plus économique et moins polluant. Le prix de vente du carburant est structuré sur l'ensemble du territoire et fixé par les autorités gabonaises. Malgré cela, nous avons décidé de lancer notre nouveau carburant, car pour le même prix, le client bénéficie d'un carburant de meilleure qualité ! Le succès est bien évidemment vif et nous œuvrons à le rendre disponible dans l'ensemble de nos stations au plus vite !

ECONOMIE GABON + : Vous impliquez-vous dans des actions caritatives de sponsoring ou de mécénat ? Si oui, lesquelles ?

Comme vous pouvez l'imaginer, nous sommes très sollicités. Nous nous appuyons sur la Fondation TOTAL qui regroupe et finance ce type d'actions. Par exemple, en partenariat avec l'Institut de France, notre Fondation supporte « Danse l'Afrique, danse ! », un festival de danse contemporaine biennal se déroulant à chaque fois dans un pays différent : Angola, Burkina Faso, Mozambique, Afrique du Sud... Par ailleurs, nous sommes très investis dans les expositions du Musée du quai Branly – Jacques Chirac avec qui nous avons organisé une WEB-visite de la superbe exposition « Les forêts natales : Arts d'Afrique équatoriale atlantique », qui présentait des œuvres d'art du Gabon, du Cameroun et du Congo Brazzaville. 200 élèves des écoles de Libreville ont pu ainsi visiter à distance cette exposition privatisée, guidés par une web-conférencière.

Total Marketing Gabon est également engagé dans la lutte contre le sida, la prévention du paludisme et la sécurité routière, aux côtés des ministères de la Santé et des Transports et de la Logistique ■

Des projets hydroélectriques salvateurs

Le Fonds Gabonais d'Investissements Stratégiques (FGIS) et le Groupe Eranove lancent les sociétés de projets pour les deux centrales hydroélectriques ASOKH ENERGY et LOUETSI HYDRO

La rédaction



De g. à d. Marc Albérola, Directeur Général du groupe industriel panafricain Eranove et Serge Thierry Mokoto, Administrateur Directeur Général au FGIS.

À l'occasion du Forum Annuel des Fonds Souverains des pays membres de la Banque Islamique de Développement, le Fonds Gabonais d'Investissements Stratégiques (FGIS) et le Groupe Eranove lancent au Gabon les sociétés ASOKH ENERGY et LOUETSI HYDRO qui porteront les projets hydroélectriques respectivement de Ngoulmendjim et de Dibwangui. Ceci marque une nouvelle étape décisive consécutive à la signature de deux conventions de concession pour la conception, le financement, la construction et l'exploitation de ces centrales hydroélectriques entre la République Gabonaise et le groupement FGIS/Eranove le 21 octobre 2016.

Les centrales hydroélectriques de Ngoulmendjim (ASOKH ENERGY) et de Dibwangui (LOUETSI HYDRO) contribueront à répondre à la double volonté du gouvernement gabonais de sécuriser l'offre énergétique dans les grands centres urbains et péri-urbains du pays et d'accroître la part de l'énergie hydroélectrique dans son mix énergétique. D'une puissance installée estimée à au moins 73 MW (mégawatts), avec un productible annuel estimé de 550 gigawatt/heure (Gwh), la centrale hydroélectrique de Ngoulmendjim (ASOKH ENERGY) sera située sur le fleuve Komo, à 125 km de Libreville, et répondra aux besoins en énergie de plus de 500 000 habitants.

Établie sur la rivière Louetsi, la centrale hydroélectrique de Dibwangui (LOUETSI HYDRO) sera d'une puissance installée estimée à 15 MW et d'un productible annuel estimé à 90 Gwh. Elle sera située au sud-ouest du pays, à 152 kilomètres de Mouila, capitale régionale de la Ngounié, avec un impact sur plus de 88 000 habitants.

«Les centrales hydroélectriques s'inscrivent dans le cadre de la 'Vision du Gabon Émergent à l'horizon 2025' dont l'objectif est de couvrir l'ensemble des besoins énergétiques du Réseau Interconnecté de Libreville et ses environs par une offre compétitive, durable et créatrice d'emplois», commente Serge Thierry Mickoto, administrateur directeur général du FGIS, vecteur de mobilisation de ressources et acteur majeur de la stratégie de diversification de l'économie gabonaise.

M. Marc Albérola, directeur général du Groupe industriel panafricain Eranove, opérateur de premier plan en Afrique dans la production d'électricité et d'eau potable ainsi que dans la gestion de services publics, déclare : « Nous nous félicitons de la franche et étroite collaboration avec la République Gabonaise et le FGIS. Je tiens ici à les remercier. Les deux centrales hydroélectriques en développement permettront au Gabon de mieux satisfaire ses besoins en énergie, au grand bénéfice de ses populations et de son développement industriel, tout en contribuant à la valorisation de son immense potentiel hydroélectrique ».

À PROPOS DU FONDS GABONAIS D'INVESTISSEMENTS STRATÉGIQUE (FGIS)

Le Fonds Gabonais d'Investissements Stratégique (FGIS) a été créé en 2012 afin d'aider le Gabon à développer de nouvelles filières capables de générer suffisamment de revenus pour se substituer à ceux tirés de la production de pétrole. Le FGIS est le gestionnaire exclusif du Fonds Souverain de la République Gabonaise. En mai 2017, les projets de centrales hydroélectriques de Ngoulmendjim et de Dibwangui ont été primés par le magazine EMEA Finance à Londres et le FGIS a été désigné comme étant le meilleur fonds d'investissement en Afrique.

À PROPOS D'ERANOVE

Le Groupe industriel panafricain Eranove est un acteur industriel de premier plan dans la gestion de services publics et la production d'électricité et d'eau potable en Afrique de l'Ouest. Le Groupe est présent historiquement en Côte d'Ivoire (SODECI, CIE, CIPREL, AWALE, SMART ENERGY) depuis plusieurs décennies et au Sénégal (SDE) depuis 1996. Avec une capacité de production électrique opérée d'environ 1 250 mégawatts (MW) et une production d'eau potable de 436 millions de m³ en Afrique, le groupe Eranove emploie plus de 9 000 collaborateurs dont il intègre les compétences et les savoir-faire au service de 1,9 million de clients pour l'électricité et 1,77 million pour l'eau. Acteur responsable, le Groupe est engagé au travers de ses filiales sur l'ensemble des enjeux de la RSE (Responsabilité sociétale des entreprises) ISO 26 000 et sur les certifications qualité ISO 9001, sécurité OHSAS 18001 et environnement ISO 14001 ■

Source : <https://www.financialafrik.com>

Radisson BLU
OKOUME PALACE HOTEL
LIBREVILLE

HAPPY
HOURS



CLÔTUREZ LA JOURNÉE
AUX SONS
D'UNE MUSIQUE LOUNGE
TOUS LES JEUDIS
DE 16H00 À 19H00
-50 % SUR LES COCKTAILS
LES SOFTS ET LES BIÈRES

INFOLINE:
01448000 / 01448008

AU WAÏ BAR

radissonblu.com/hotel-libreville

SUR NOTRE
SITE

www.economie-gabon.com

Flashez ce
code avec
votre Smart-
phone pour
lire l'article



DÉVELOPPEMENT DURABLE :
La Chine annonce le lancement du plus
grand marché de carbone au monde



La FAO promeut l’approche genre pour lutter contre l’insécurité alimentaire nutritionnelle et la pauvreté

24 avril 2018, Libreville – Les femmes jouent un rôle important dans le développement de l’agriculture en Afrique. Selon un rapport de la Banque mondiale et de l’Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO), les femmes produisent jusqu’à 80% des denrées alimentaires destinées à la consommation des ménages et à la vente sur les marchés locaux. Elles représentent en moyenne 43% de la main-d’œuvre agricole dans les pays en développement, cette part pouvant aller jusqu’à 80%, dans les pays du Sahel par exemple (FAO, 2016). Dans le cas de cultures comme le riz, le blé et le maïs, qui représentent environ 90% de la nourriture consommée par les habitants des zones rurales, ce sont essentiellement les femmes qui plantent les graines, s’occupent du désherbage, cultivent et récoltent les produits agricoles et en vendent les excédents. Cependant, souvent informelle et opérée dans le cadre familial, leur activité est rarement reconnue ou rémunérée comme telle.

Au Gabon, les femmes jouent un rôle déterminant en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle. C’est pourquoi l’Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO) met un accent particulier sur l’approche genre dans l’ensemble de ses interventions pour atteindre ses objectifs. À cet effet, un projet sous-régional impactant le Gabon est en cours d’exécution et porte sur la « Réponse Genre aux Plans Nationaux et Régionaux d’Investissement Agricole pour relever le Défi Faim Zéro dans les États membres de la Communauté Economique des États de l’Afrique Centrale – CEEAC ». La mise en œuvre de ce projet devrait permettre de renforcer la prise en compte du genre dans les processus de programmation des Etats et dans les documents stratégiques de développement du secteur agricole dans son intégralité. Aussi, ce projet permettra-t-il non seulement de réviser l’ensemble des documents stratégiques, mais également d’élaborer une stratégie genre pour la sous-région. Dans ce contexte, un état des lieux genre du secteur agricole au Gabon est en cours de finalisation.

Au-delà de la mise en œuvre de ce projet, plusieurs interventions de la FAO en faveur des femmes sont à noter, parmi lesquelles l’appui à la transformation et la commercialisation des produits agricoles, la création de la Fédération Nationale des Transformateurs des Produits Agricoles du Gabon (FENATAG) et le renforcement des capacités en matière de plaidoyer, de marketing et d’autonomisation financière.

De plus, afin de palier la problématique de la disponibilité du matériel végétal de qualité et en quantité auquel les femmes rurales sont confrontées, la FAO, en partenariat avec le ministère de l’Agriculture, de l’Élevage chargé du Programme GRAINE, s’est attelée à organiser des formations sur la technique du PIF (Plants Issus des Fragments de Tiges) au profit des femmes productrices de banane de la Remboué. Cette formation permet aujourd’hui à ces femmes de disposer de *vivo plants*

de qualité, ce qui permettra à long terme d’accroître les rendements de bananes.

En outre, pour mieux renforcer les capacités des femmes dans le secteur agricole afin qu’elles continuent à jouer le rôle qui est le leur, la FAO a récemment mené une étude pour déterminer leurs besoins en formation sur le développement des chaînes de valeur dans le secteur agricole, à travers l’établissement d’une cartographie des profils des femmes.

Selon Huguette Biloho Essono, chargée de programme à la FAO, « le rôle de la femme agricole gabonaise doit d’être placé au premier rang des stratégies de développement de ce secteur. Investir sur la femme rurale c’est le chemin pour atteindre la sécurité alimentaire et nutritionnelle du Gabon », a-t-elle déclaré ■

Préservation de la biodiversité et des écosystèmes fragiles

Du 16 au 18 avril dernier, à Libreville, le secrétaire général de la Communauté Économique des États de l’Afrique Centrale (CEEAC) présidait la première session du Comité du Suivi Régional du Programme de la préservation de la biodiversité et des écosystèmes fragiles en Afrique Centrale ECOFAC 6.

La rédaction

Depuis les années 90, l’Union Européenne accompagne de façon continue les États de la sous-région dans la conservation de la biodiversité. En 1992, lors de la Conférence de Rio, la convention sur la biodiversité a été ratifiée et adoptée par la planète entière. Depuis lors, les États membres de la CEEAC ont réagi en investissant largement dans la création des aires protégées. L’objectif général du programme

de préservation de la biodiversité et des écosystèmes fragiles est de promouvoir une économie verte caractérisée par un développement économique endogène, durable et inclusif, ainsi que la lutte contre le changement climatique.

La première session du Comité de Suivi régional s’est tenue dans le cadre du lancement officiel du programme autour de questions prioritaires relatives au développement et à l’économie des

aires protégées. L’un des programmes sectoriels de l’économie verte a été adopté à Ndjamena par les chefs d’États de la CEAAC à travers la Décision N° 35/CEEAC/CCEG/XVI/15 du 25 mai 2015.

Sous la présidence de la CEEAC, les membres du comité de suivi régional ont examiné le rôle des intervenants dans la bonne gouvernance de ce programme, l’organisation et la communication entre les différents

acteurs impliqués au niveau local, national et régional, et les enjeux institutionnels et autres thématiques majeures sur lesquelles le programme entend agir.

Le programme ECOFAC 6 est financé à hauteur de 71 500 000 millions d’euros par l’Union Européenne dans le cadre du Programme Indicatif Régional (PIR) du 11^e Fonds Européen du Développement (FED). Prévu pour une durée de 5 ans allant de 2016 à 2020, il couvre 7 pays dont le Cameroun, le Congo, la République Démocratique du Congo, le Gabon, la République de Centre Afrique, Sao Tomé et Principe et le Tchad.

La maîtrise d’ouvrage a été assurée par la CEEAC tandis que la coordination des composantes nationales se fera par les États à travers les Ordonnateurs Nationaux (ON) en lien avec les ministères en charge des aires protégées.

Ce premier comité de suivi régional fut aussi l’occasion pour l’Union Européenne d’atteindre plusieurs objectifs. D’une part, en offrant 10 millions d’euros supplémentaires en faveur d’ECOFAC6, cet engagement témoigne de l’importance attachée par l’Union Européenne à la protection des ressources naturelles dans la région. D’autre part, ce comité a également permis de faire le bilan de l’état d’avancement des différentes sous-composantes du programme, ainsi que des défis en jeu. Le tout dans un partage d’expériences entre les différents acteurs favorable au bon aboutissement du programme.

Enfin, face à ces défis, ce premier comité de suivi régional est l’occasion de recommander des solutions constructives contribuant à l’aboutissement des objectifs du programme ■

Faut-il transformer l’agriculture pour stimuler le développement économique ?

Une étude majeure réalisée par l’African Centre for Economic Transformation (ACET) a révélé que la transformation de l’agriculture pouvait stimuler le développement économique à travers le continent. Le rapport – le deuxième de ce type réalisé par le centre –, a été annoncé le 13 mai lors d’une réunion de haut niveau à l’occasion de la Conférence annuelle des ministres de la Commission économique de l’ONU à Addis Abeba (Éthiopie). Les auteurs du rapport ont fait part de leurs conclusions aux représentants de gouvernements, décideurs politiques, analystes et leaders des milieux d’affaires présents à l’événement. Dans leur étude, ils ont évalué de quelle façon l’augmentation de la productivité agricole pouvait contribuer à un développement économique plus large. Ils ont mis en lumière les opportunités d’amélioration des chaînes de valeur agricoles ainsi que les stratégies permettant de relier plus étroitement la production agricole aux autres secteurs d’activité économique, par le biais de l’agroalimentaire en aval et de la fabrication des intrants ou de la logistique en

amont, tout en insistant sur la nécessité de réaliser une croissance équitable et durable. Les participants à l’événement, organisé conjointement par la Division pour le Commerce et l’Intégration régionale de la Commission économique pour l’Afrique (CEA) responsable de la recherche sur les politiques en matière de sécurité alimentaire et de coopération agricole à travers le continent, ont avancé des arguments convaincants pour l’exploitation de ce secteur afin de stimuler des progrès économiques plus importants. Dr K. Y. Amoako, président de l’ACET, a mis ce rapport en contexte en expliquant : « *La croissance ne suffit pas - la transformation signifie une croissance qui repose sur des bases solides* ». Ken Ofori-Atta, ministre des Finances du Ghana, a approuvé les conclusions de ce rapport en confiant : « *Ce type d’étude approfondie nous motive* ». Il a assuré qu’au Ghana, l’agriculture est devenue une priorité sérieuse pour le gouvernement. Elle est portée aujourd’hui par le programme de modernisation agricole phare baptisé Planting for Food and Jobs. Vera Songwe, secrétaire exécutive de la

CEA, a souligné le fait que l’agriculture était essentielle à la stabilité économique et a indiqué : « *L’agriculture est l’un des enjeux les plus cruciaux du programme de transformation de l’Afrique... l’heure est venue de changer nos procédés de production* ». Elle a également insisté sur les opportunités que représentent un marché unique en Afrique pour les agriculteurs.

Les conclusions du rapport démontrent qu’un programme audacieux pour le secteur agricole pourrait créer des emplois dans les chaînes de valeur, accroître les revenus, réduire la pauvreté et contribuer à améliorer le solde du commerce extérieur. L’ACET a jugé indispensable de donner aux agriculteurs l’accès aux connaissances, aux intrants modernes, à l’irrigation et à la mécanisation. La résolution de questions telles que les régimes fonciers, le vieillissement de la main d’œuvre agricole, la faiblesse des rendements, les défis logistiques et les obstacles dans le secteur du commerce transfrontalier est aussi essentielle à la modernisation de

l’agriculture. D’autres débats ont porté sur des questions associées telles que l’égalité entre les sexes ou l’environnement et le changement climatique. Les intervenants ont pointé l’urgence de créer des exploitations à moyenne échelle qui pourraient attirer les jeunes Africains, ces exploitations assurant souvent le lien entre les petits et grands exploitants pour des activités telles que la production laitière.

Des représentants d’affaires s’exprimant lors de cet événement ont insisté sur la nécessité de créer des partenariats public-privé afin de permettre aux exploitations de passer d’une agriculture de subsistance à une agriculture commerciale. Rahel Moges, fondatrice du fabricant agroalimentaire éthiopien Ethiogreen, a affirmé : « *Je crois fermement que le secteur privé peut stimuler la transformation agricole ; c’est au secteur privé d’agir* ». Elle a également souligné l’importance d’exploiter la technologie pour faire progresser l’agriculture et la production alimentaire.

Outre le partage d’informations utiles aux décideurs pour forger l’avenir de l’agriculture, cette discussion a permis de définir des objectifs clairs pour les partenariats futurs. Cela comprend la promotion par l’ACET de l’apprentissage entre pairs par le biais du programme d’analyse établi dans dix pays. ■



LA TERRE : L'AVENIR DE L'HOMME

L'AGRICULTURE, enjeux et objectifs

Le marché africain de l'agroalimentaire pourrait se chiffrer à 1000 m^{ds} de dollars à l'horizon 2030, à condition que les agriculteurs aient accès à des capitaux, à des technologies plus modernes et à des terres irriguées.

L'agriculture est un processus par lequel les êtres humains aménagent leurs écosystèmes et contrôlent le cycle biologique d'espèces domestiquées dans le but de produire des aliments et d'autres ressources utiles à leurs sociétés. Les échanges alimentaires représentent 8,8% des échanges mondiaux. Ils restent très marqués par l'impact des subventions agricoles des pays développés, mais aussi par celui des nombreuses barrières douanières, quelles qu'elles soient.

La population mondiale est aujourd'hui de 7,63 m^{ds} d'individus dont 815 millions souffrent encore de faim ou de malnutrition. Même si l'agriculture a su répondre jusqu'ici aux besoins croissants de la population mondiale en matière de consommation de produits végétaux et animaux, la modification des pratiques agricoles au XXI^e siècle a conduit à une érosion de la biodiversité dont découle également l'extinction de nombreuses espèces animales. Des expériences de monitoring de la biodiversité se mettent en place, permettant de quantifier les

impacts et les intérêts de l'agriculture intensive. Comment produire plus pour nourrir tout le monde sans pour autant détruire l'environnement ?

Parmi les régions du monde les plus touchées par la malnutrition figure l'Afrique, et plus particulièrement l'Afrique sub saharienne où la nourriture est hautement dépendante des marchés transfrontaliers. 75% du commerce intra régional est informel tandis qu'une part substantielle des échanges concerne les denrées alimentaires de base qui ont un impact direct sur la sécurité alimentaire.

En Afrique, l'agriculture occupe une place importante dans le développement des populations. 7 Africains sur 10 sont liés d'une façon ou d'une autre à l'agriculture. C'est le moyen de vivre et de se nourrir, de trouver du travail et d'obtenir des revenus. Conscients de cette réalité, de plus en plus de gouvernements africains investissent de façon durable dans ce secteur et le Gabon ne fait pas exception. Hélas, les agriculteurs africains sont souvent mal intégrés dans la chaîne de valeur, par manque d'accès à l'expertise technique et/ou aux marchés. Les difficultés à trouver des capitaux sont réelles.

Au Gabon, une grande campagne de communication sur le secteur agricole a été lancée en 2009 afin d'attirer l'attention des populations sur un secteur trop

longtemps négligé. L'agriculture était encore délaissée par les investisseurs dans les actions de relance du fait de l'inexpérience face à la gestion de son potentiel. Elle fut longtemps considérée comme étant la faille de l'économie gabonaise et ce en dépit d'une capacité naturelle évidente, entre des terres riches (+ de 5 millions d'hectares de terres arables et disponibles) et une pluviométrie abondante. L'agriculture gabonaise ne comble pas les besoins alimentaires de la population et contribue dérisoirement à l'économie nationale (3,8% du PIB). Des mesures ont été prises pour inverser la tendance : un investissement massif dans l'hévéaculture et le palmier à huile ; le programme Graine pour favoriser l'implantation d'exploitations agricoles gabonaises ; le Prodiag (projet de développement et d'investissement agricole au Gabon) pour appuyer l'agriculture et l'élevage périurbains et enfin, le développement de nouvelles activités agro-industrielles pour mieux intégrer la filière et lui apporter plus de débouchés économiques à forte valeur ajoutée.

Vous pourrez lire dans ce dossier les interviews de Monsieur Biendi MAGANGA MOUSSAVOU ministre de l'Agriculture et de Monsieur Théophile OGANDAGA, PDG de SOTRADER, qui développent largement le sujet ■

Anne-Marie Jobin

ENTRETIEN EXCLUSIF AVEC MONSIEUR BIENDI MAGANGA MOUSSAVOU MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ÉLEVAGE

L'agriculture : un important potentiel de rentabilité

Si au Gabon l'agriculture dispose d'un potentiel important eu égard à ses atouts naturels, elle ne contribue que marginalement à la création de richesses et à la croissance (3,8% du PIB). Avec une réserve de 5,2 millions d'hectares de terres arables et une pluviométrie équatoriale importante, le Gabon pourrait s'autoalimenter plutôt que d'importer environ 60% de biens de consommations. Mais la population rurale est peu nombreuse (14%), le système d'accès à la propriété foncière et le manque d'infrastructures pour la transformation et la commercialisation des produits ne sont pas favorables à l'exploitation des terres, qu'elles soient maraîchères ou vivrières.

Par Anne-Marie JOBIN

ECONOMIE GABON + : Monsieur le Ministre, vous êtes en poste à ce noble ministère depuis le 26 février 2018. L'agriculture occupe une place importante dans le cadre du plan de relance de l'économie. Quels sont les sujets prioritaires que vous avez sélectionnés et pourquoi ces choix ?

Avant d'entrer dans le vif du sujet, je souhaite vous faire part de l'honneur que j'éprouve d'occuper cette noble fonction que le Président de la République, Chef de l'État, Son Excellence Ali BONGO ONDIMBA, a bien voulu me confier sur proposition de Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement Emmanuel Isoze Ngondet lors du dernier remaniement ministériel. J'occupe ce poste depuis peu et suis donc reconduit dans ma mission pour succéder à mes 37 illustres prédécesseurs qui ont tous essayé de régler le problème de l'autosuffisance alimentaire. Les résultats prouvent la difficulté de la tâche puisque, malgré tous les efforts consentis, les résultats obtenus ne sont pas encore satisfaisants.

Le programme Graine, programme phare de notre pays

Pour améliorer la sécurité alimentaire des populations et la contribution du secteur agricole à l'économie nationale, le ministère de l'Agriculture travaille sur plusieurs projets dont le programme GRAINE qui est le programme phare de notre pays. Dans un premier temps, ce programme a pour objectif de générer des produits vivriers tels que le manioc, la banane, la tomate et le piment qui constituent l'essentiel des aliments traditionnellement consommés par les Gabonais. La mise en œuvre de ce programme est l'une de nos priorités. Il va s'ouvrir à tous les exploitants agricoles, en coopérative ou non, et, en termes de spéculations, il ne sera plus limité aux quatre cultures initiales. Ce programme vivrier devrait nous permettre d'être autosuffisants sur certains produits cibles

Pour accélérer la mise en œuvre de ce programme, le Gabon vient d'obtenir un prêt de la Banque Africaine de Développement qui est en cours de ratification par le parlement.

Cet appui de la BAD est destiné à la mise en place de différentes infrastructures nécessaires à l'augmentation de la production agricole. Il s'agit notamment de pistes agricoles, de centres de stockage, de marchés et de structures de formation et de mécanisation.

L'objectif est de passer d'une agriculture traditionnelle à une agriculture moderne

Parallèlement au Programme GRAINE, il nous faut nous attaquer de manière frontale à la question des importations qui obèrent nos réserves de change et aggravent nos difficultés économiques.

De ce point de vue, l'analyse détaillée du profil des importations montre que le riz, la viande de volaille et de porc représentent environ un tiers de nos importations, soit 107 m^{ds} de F CFA en 2017 et les perspectives élaborées dans le cadre des différentes études indiquent que ces importations vont continuer à croître : le riz devrait atteindre 198 000 tonnes en 2020 contre 90 000 aujourd'hui.

Vous en conviendrez avec moi, ce niveau d'importation n'est pas soutenable pour notre économie. Il nous faut donc très rapidement lancer la riziculture industrielle et augmenter de façon significative la production nationale en viande de volaille et de porc

De plus, la mise en place de la chaîne des valeurs de ces trois filières devrait créer à terme plus de 25 000 emplois directs.

Une des priorités du gouvernement : la sécurité alimentaire

Une autre priorité identifiée par le Gouvernement concerne la sécurité alimentaire nutritionnelle. Nous travaillons actuellement à la mise en place d'un laboratoire d'analyse de la qualité des aliments et à la construction d'une zone de groupage des produits agricoles et de quarantaine à la frontière de Meyo-Kyé pour les animaux sur pied. Ceci nous permettra de nous assurer de la bonne qualité des produits en provenance du Cameroun et de Guinée, et d'optimiser la gestion des flux.

À côté de ces projets, nous travaillons à la structuration d'un écosystème favorable aux investissements agricoles. Cela passe par un soutien aux investisseurs notamment à travers les appuis que peuvent apporter la BAD, la BDEAC et la Banque Islamique de développement qui était d'ailleurs récemment à Libreville pour y tenir son 4^e forum annuel.

L'objectif est d'apporter davantage de garanties et de sécurité afin d'attirer un plus grand nombre d'investisseurs dans notre pays.

ECONOMIE GABON + : Alors que l'État détient 51% de ce partenariat, le projet Graine n'est pas géré par le ministère de l'Agriculture. Cette mission a été confiée à la société SOTRADER, société privée filiale d'OLAM. Monsieur le Ministre, acceptez-vous d'informer nos lecteurs en nous révélant quelques chiffres : combien de terres cédées à l'exploitation des palmiers à huile ? Quels sont les futurs développements prévus et dans quels délais ?

Il est inexact de dire que le programme GRAINE n'est pas géré par le ministère de l'Agriculture. Comme vous l'énoncez, la SOTRADER est composée à 51% de capitaux de l'État gabonais tandis que 49% sont détenus par OLAM International. Nous sommes donc majoritaires et participons aux orientations et aux décisions prises dans le cadre de ce programme. Il faut rappeler que ces orientations sont prises sur la base des retours que nous avons du terrain, notamment des différentes coopératives et exploitants agricoles.

Dans la gouvernance du programme GRAINE, il faut noter que ce dernier dispose d'un comité de pilotage officiant sous le haut patronage du Président de la République représenté par son directeur de cabinet et dont les vices-présidents sont le ministre de l'Agriculture et le ministre de l'Économie. Nous définissons ensemble les priorités et les orientations du programme GRAINE. Nous assumons pleinement notre rôle.

Sur le plan budgétaire, nous avons obtenu un prêt de 64 m^{ds} de F CFA (cent millions d'euros) accordé par la BAD. Nous allons procéder au premier tirage dans quelques mois et les suivants sont appelés à s'étendre sur les 5 prochaines années. L'état gabonais contribue à hauteur de 11 m^{ds} de F CFA. Cette somme nous aidera à soutenir et structurer les planteurs. Au sortir des assises de l'agriculture, les points faibles du programme GRAINE ont été analysés. Ce PAPG1 (Projet d'Appui au Programme Graine) a pour objectif de corriger et de constater les manquements pour améliorer les rendements et éviter l'isolement des producteurs.

Concernant la place du palmier à huile dans le programme, il faut rappeler que la SOTRADER a reçu l'accord de son conseil d'administration et du



Monsieur Biendi MAGANGA MOUSSAVOU, Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage chargé du Programme Graine

comité de pilotage pour mettre en place des plantations de palmiers à huile sur 10 000 hectares qui s'ajoutent aux 40 000 hectares de l'exploitation d'OLAM.

Aujourd'hui le Gabon est exportateur d'huile de palme et d'huile d'amande. Ces activités sont tout à fait coordonnées. Elles tiennent compte des impacts environnementaux en limitant au maximum la déforestation.

ECONOMIE GABON + : Quelles sont les actions menées par votre ministère pour diminuer l'importation de denrées alimentaires qui s'élèvent, selon nos données, à 370 à 400 m^{ds} de F CFA /an ?

Comme je l'ai indiqué plus haut, les actions consistent à cibler les habitudes de consommation de nos concitoyens. Nous entretenons un rapport culturel et sentimental avec la ruralité et avons pour habitude de promouvoir ces consommations historiques de notre culture (manioc, banane, taro, etc). Aujourd'hui, nous devons être plus réalistes et nous attaquer aux filières les plus porteuses qui nous permettront de limiter les importations dans la perspective de l'autosuffisance alimentaire.

Nous travaillons pour devenir autosuffisants avec les poulets de chair

Pour être concret, je choisis d'évoquer l'exemple de la filière avicole. Nous travaillons en étroite relation avec des partenaires historiques et notamment la SMAG qui s'illustre dans la production de poussins de 1 jour. Le Gabon est autosuffisant dans la fourniture d'œufs et nous souhaitons atteindre ce même objectif avec les poulets de chair. Vous l'aurez compris, nous ouvrons nos portes aux nouveaux investisseurs, étudions des synergies avec les acteurs de ces filières. Nous souhaitons mettre en place un programme pour que ces industries

implantées au Gabon accompagnent les éleveurs locaux dans l'optimisation de leurs techniques de production et qu'elles transfèrent leurs compétences et leur savoir-faire en la matière.

ECONOMIE GABON + : L'IGAD (Institut Gabonais d'Appui au Développement) s'est particulièrement investi dans le projet PRODIAG (2011-2017) qui a bénéficié d'une dotation de 20 millions d'euros financés à 20% par l'État gabonais et 80% par l'AFD, notamment pour développer 4 types de secteurs : maraîchage, vivrier, élevage et transformation de produits alimentaires. Les résultats attendus sont-ils à la hauteur ? Cette mission sera-t-elle reconduite ?

Ce programme a très bien fonctionné. Il a donné lieu à la création de 1000 exploitations dont 800 sont encore en activité malgré l'arrêt du PRODIAG. Ces exploitations sont autonomes et s'autosuffisent. Nous souffrons du manque de disponibilité des terres en périphérie de Libreville. Akanda prend de fortes initiatives et accorde des espaces importants en faveur du maraîchage. Cet exemple devrait être dupliqué dans l'ensemble des communes pour que l'agriculture périurbaine se démocratise. Avant de commencer la phase deux de ce programme qui nécessite un versement supplémentaire de 30 millions d'euros, l'AFD, partenaire depuis 1993, et le ministère de l'Agriculture travaillent à l'étude de ces résultats avec un réseau d'experts.

ECONOMIE GABON + : Existe-t-il des coopératives qui permettent de fédérer l'ensemble des petits producteurs ?

La profession est très peu structurée. C'est pourquoi nous avons travaillé à la création d'une chambre d'agriculture qui aura pour objectif de représenter nos agriculteurs filière par filière, secteur par secteur pour éviter les déperditions et formaliser davantage la profession.

ECONOMIE GABON + : Le secteur de l'agriculture est prometteur en termes de création d'emplois, il est aussi favorable pour répondre à la décentralisation et au développement rural. Quels sont vos projets et vos moyens pour inciter et encourager les jeunes Gabonais à accéder à une formation ?

Par cette question, je souhaite m'exprimer pour convaincre les jeunes que l'agriculture est une chaîne de valeur essentielle et noble puisqu'elle véhicule des produits qui viennent de la terre pour aller jusque dans l'assiette, en passant par une multitude de métiers intermédiaires correspondant à différents profils : de la culture au commercial, ces produits doivent être transformés puis conditionnés et transportés en toute sécurité. L'agriculture est la base de l'économie d'un pays, le pilier de notre culture de par son inventivité, dans le respect des traditions. Nous mettons tout en œuvre pour que nos jeunes perçoivent l'agriculture sous

un autre angle, comme un business moderne et lucratif.

En termes de formation, nous souhaitons sensibiliser les Gabonais depuis leur plus jeune âge en relançant les classes vertes, mais aussi en offrant le choix de filières agricoles dans les lycées d'enseignement technique et dans les centres de formation professionnelle, en rénovant les établissements tels que l'école nationale de développement rural, en mettant le lycée technique agricole Lebamba en service ainsi qu'en réorientant les contenus pédagogiques de l'INSAB (Institut National Supérieur Agronomie et de Biotechnologie).

Par ailleurs, 5 incubateurs agricoles seront implantés en cours d'année dans les provinces et managés par JA Gabon. Nous nous associons à ces programmes placés sous la houlette du ministère de l'Industrie et de l'Entrepreneuriat national et financés par l'Union Européenne. Ces conventions sont signées et elles sont diligentées pour accompagner les jeunes volontaires.

Enfin, l'un des projets importants de mon ministère est la mise en place d'un agropole dans lequel nous souhaitons développer des pépinières d'entreprises avec une dimension d'innovation, de recherche et de formation de pointe afin de constituer une élite d'entrepreneurs agricoles qui servira de locomotive pour développer notre agriculture et optimiser les standards.

Pour revenir à l'importance du secteur agricole, le concours national du plan d'affaires vient de couronner 47 lauréats dont 25 ont présenté un projet en relation avec l'agriculture. Certains de ces jeunes ont obtenu des prix s'élevant à 15 millions qui leur permettront de créer leur propre entreprise en étant accompagnés par des mentors.

ECONOMIE GABON + : Quelle est votre politique vis-à-vis des filières du café et du cacao ?

À mon avis, ces filières actuellement gérées par la Caisse de stabilisation qui dépend du ministère de l'Économie

souffrent historiquement de leur positionnement institutionnel alors qu'elles possèdent un énorme potentiel. De nombreux investisseurs extérieurs souhaitent d'ailleurs venir s'implanter au Gabon pour exploiter ces produits. Nous les encourageons et les accompagnons.

ECONOMIE GABON + : Un projet de salon de l'agriculture au Gabon en parallèle avec le salon de l'agriculture de Paris (France) était à l'étude. Qu'en est-il ?

Cette année comme chaque année, nous comptons organiser la foire agricole de Libreville au cours du dernier trimestre de l'année. Outre l'exposition de nos produits du terroir, il s'agit d'organiser une rencontre agri/business. Nous proposerons à des investisseurs extérieurs ainsi qu'à des bailleurs de fonds de venir se joindre à nous. L'objectif est de créer des synergies, d'ouvrir des dialogues, de donner l'opportunité d'échanger avec les pouvoirs publics pour débattre de l'écosystème au sein d'un forum. Nous devons avancer et exporter nos propres fruits et légumes. Des produits tels que l'avocat, l'atanga, la

noix de coco, la noisette qui pousse dans nos forêts, mais que nous avons réussi à domestiquer, sont autant de produits qui font notre fierté. Ils sont exportables et représentent une valeur ajoutée importante. Ce sera donc l'occasion de promouvoir ces cultures, de définir des stratégies de développement de ces filières et de communiquer avec nos différents partenaires sur notre potentiel et nos ambitions.

Permettez-moi de conclure en m'adressant aux jeunes Gabonais : l'agriculture est un business détenant un important potentiel de rentabilité. Lancez-vous dans l'agriculture et l'agriculture bio, valorisons notre pays qui porte à juste titre l'image d'un pays vert soucieux de la préservation de l'environnement et de la faune. Mon deuxième message s'adresse aux investisseurs pour qu'ils ne voient pas le Gabon comme une terre d'importation, mais viennent y transférer leurs compétences et leur technologie. Le Gabon est une porte d'entrée sur la CEMAC, une porte d'entrée sur la zone de libre échange continentale, c'est un pays stable où il fait bons vivre ■

Le catering aérien, un secteur des plus concernés par la sécurité alimentaire.

Créée en 1989, SERVAIR Gabon s'est tout d'abord concentrée sur le cœur de métier de sa maison mère (SERVAIR, n°3 mondial du secteur) : le catering aérien.

Par Anne-Marie Jobin

Cette activité aux multiples défis (qualitatifs, logistiques, commerciaux) a été capitalisée au fil du temps et permet aujourd'hui à la société SERVAIR Gabon d'être reconnue comme un acteur incontournable de la restauration dans le pays. Parallèlement, un centre de production a vu le jour à Port-Gentil dans le sud du pays et propose une solution complète de catering in/offshore afin d'apporter une prestation adaptée aux spécificités de l'industrie pétrolière. Forte de ces compétences, cette société s'est peu à peu diversifiée et propose depuis 2010 un service de restauration collective ainsi qu'une offre complète de service traiteur afin d'apporter service et raffinement lors de grands événements publics ou privés.

ECONOMIE GABON + : Madame Tania ILAMA, Responsable Qualité Hygiène et Sécurité de Servair Gabon, quelles sont les contraintes particulières qui vous sont imposées ?

Pour SERVAIR, les plaisirs culinaires sont indissociables de la qualité et de la sécurité des aliments. C'est pourquoi l'entreprise s'engage à :

- garantir une offre saine et sûre à ses clients,
- satisfaire les consommateurs (passagers) et des clients (compagnies),
- respecter les exigences clients (référentiels, audits, indicateurs),
- respecter les exigences réglementaires gabonaises, européennes et internationales.

ECONOMIE GABON + : Pouvez-vous nous informer sur les modes et les temps de transport entre vos réfrigérateurs et l'avion dans lequel vous livrez vos plateaux repas ? Combien de temps à l'avance sont-ils composés ? Certains aliments particuliers sont-ils interdits et si oui lesquels, pour quelle raison ?

Le principal enjeu lors de la livraison de nos plateaux repas à bord des avions est la maîtrise de la chaîne du froid en permanence, de nos locaux jusqu'à la livraison à bord. Ainsi, 5 à 10 minutes permettent d'accéder aux avions depuis les chambres froides du centre. Ces repas sont composés au maximum une demi-journée à l'avance.

Certains produits sont interdits par SERVAIR pour des raisons sanitaires. Très sensibles sur le plan microbiologique, des produits tels que la viande hachée ou le fromage au lait cru sont proscrits.

ECONOMIE GABON + : Par qui ou par quel organisme êtes-vous contrôlés ? Est-ce inopiné ou récurrent ?

SERVAIR Gabon est contrôlée à différents niveaux, aussi bien de façon récurrente qu'inopinée par :



Aussi chez vous pour un vrai service aux particuliers



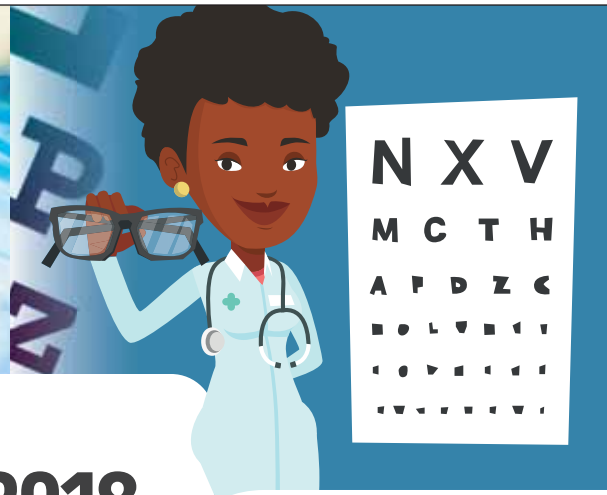



Aéroport Léon MBA - B.P.: 20303 Libreville (GABON) - Tél : (241) 01 73 69 51
email : dep.exploitation@servairgabon.com - www.servair-gabon.com

- les services officiels gabonais,
- les compagnies aériennes telles qu'AIR France,
- SERVAIR/GATEGROUP.

Des audits mensuels sont également réalisés en interne à SERVAIR. Des

prélèvements réguliers de nos produits sont transmis vers un laboratoire spécialisé afin d'effectuer des mesures de contrôle sur la qualité. De plus, nous conservons des échantillons de nos fabrications afin de pouvoir éventuellement effectuer des analyses complémentaires ■



Programme Vision pour tous 2018

depuis le
5 avril
2018



Dans le cadre de son engagement pour améliorer
l'accès des gabonais aux soins,
GSEZ (Gabon Special Economic Zone)
organise « **Vision pour tous** »,
un programme ophtalmologique itinérant.

Pendant **plusieurs mois**, des ophtalmologues
et leurs équipes vont **se déplacer à travers le Gabon**
afin d'offrir **gratuitement** des consultations de **dépistage**,
ainsi que des **interventions chirurgicales**
pour **TOUS LES CITOYENS GABONAIS** qui le souhaitent.

Pour obtenir un rendez-vous ou toute autre information complémentaire,
veuillez composer le **88 89**.

Les consultations se feront uniquement sur rendez-vous !

**pathologies
oculo-palpébrales
cataracte
glaucome
lunettes
et verres correcteurs**



Consultations
et interventions chirurgicales
gratuites

Sous la supervision du Ministère de la Santé



Un programme intégralement financé et organisé
par Gabon Special Economic Zone



INTERVIEW DE MONSIEUR THÉOPHILE OGANDAGA, PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA SOTRADER (SOCIÉTÉ DE TRANSFORMATION AGRICOLE & DÉVELOPPEMENT RURAL)

La SOTRADER poursuit, entre autres, un projet de réalisation de près de 18 000 hectares de plantations vivrières

Selon les estimations, le Gabon entend devenir un pays agricole dans cinq ans, c'est-à-dire en 2023. Cette prévision de garantie agricole repose en grande partie sur la maturité du programme Graine. Sur la base des mêmes projections, le pays envisage de réduire de 73% ses importations de denrées alimentaires, les limitant à 110 m^{ds} de F CFA, sachant que nous sommes aujourd'hui à presque 400 m^{ds} de F CFA. Cette ambition repose aussi sur la production locale de denrées alimentaires et sur la valorisation du potentiel agricole. Concrètement, il s'agira de pousser le développement des filières légumes et fruits par la production de tomates, de bananes, de piment et de manioc sur 8 000 hectares, et ce dès 2018.

Par Anne-Marie Jobin



Théophile OGANDAGA,
Président Directeur Général de la SOTRADER

ECONOMIE GABON + : Monsieur Théophile OGANDAGA, ces données sont-elles exactes ? Si oui pouvez-vous informer nos lecteurs de l'avancée vers cet objectif ?

Nous ne voulons pas commenter les chiffres que vous avancez parce que nous ne maîtrisons pas leur source. Cependant, je tiens à confirmer que la SOTRADER a parmi ses objectifs celui de contribuer à assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de notre pays le Gabon et de réduire la facture des importations de denrées alimentaires. Nous ne sommes pas les seuls à contribuer à la réalisation de ce noble objectif auquel participent tous les acteurs du secteur agricole, qu'il s'agisse des agriculteurs indépendants ou des sociétés privées et coopératives opérant en dehors du Programme GRAINE.

Dans le cadre du Programme GRAINE, SOTRADER poursuit un projet de réalisation de près de 18 000 hectares de plantations vivrières comprenant des produits tels que la banane plantain, le manioc, la tomate et le piment qui constituent la base de l'alimentation de la population gabonaise et que nous avons commencé à développer et à récolter. Mais nous ne nous limiterons pas à la production de ces seuls produits. Nous restons à l'écoute de la demande du marché national pour intégrer dans le programme GRAINE d'autres spéculations telles que le maïs et l'ananas que nous cultivons cette année en raison de la demande enregistrée auprès des populations et de certains acteurs tels que les éleveurs de poulets et autres animaux.

Aujourd'hui, nous avons aménagé 3 000 ha dont 1 500 sont plantés. L'an dernier, nous avons produit 1100 tonnes de manioc et 60 tonnes de bananes plantains, ce qui est largement en deçà de nos attentes qui étaient respectivement de 12 000 et 4 000 tonnes. Notre objectif est d'accroître ces productions et nous ne pourrions le faire que lorsque nous aurons réglé un certain nombre de problèmes, le plus important étant le conflit « hommes/faune ». Pour être plus précis, nous avons perdu plus d'1/3 de la production dans la province de l'Ogooué-Ivindo où les plantations ont été ravagées par la visite des éléphants.

ECONOMIE GABON + : Sur combien de régions du pays avez-vous déployé vos plantations ?

Nous sommes présents dans 6 provinces sur les 9 que compte le Gabon. Depuis le mois d'août 2017, nous développons également des plantations de bananes plantains dans une 7^e province, celle de l'Estuaire, et plus exactement dans la zone de la Remboué située à 200 km environ de Libreville. Cette zone est un bassin de production important, notamment de bananes plantains, et nous accompagnons les producteurs dans l'extension de leurs plantations existantes.

ECONOMIE GABON + : Comment commercialisez-vous cette production ?

Ces produits sont mis à la vente sur les marchés gabonais, à Makokou, à Oyem, à Franceville, à Moanda et bien entendu, principalement à Libreville. Nous n'exportons aucun produit puisque notre production ne suffit pas encore à satisfaire le marché gabonais.

ECONOMIE GABON + : Malgré un climat très favorable à la culture du riz, il n'existe pas de développement de cette filière. Travaillez-vous à son développement ? Quel est le tonnage annuel nécessaire pour satisfaire les foyers gabonais ?

Nous sommes bien conscients de l'intérêt qu'il y aurait à produire du riz qui est un aliment connaissant une forte consommation au Gabon, c'est pourquoi nous explorons actuellement avec des partenaires potentiels toutes les opportunités pour que les provinces de la Nyanga et de la Ngounié deviennent productrices de cet aliment à l'horizon 2022. Des tentatives d'exploitation de riz ont été amorcées par le passé et se sont révélées malheureusement infructueuses. Nous étudions les facteurs qui ont causé cet échec pour ne pas les reproduire.

ECONOMIE GABON + : Combien d'emplois avez-vous créés ? Quelles actions menez-vous en termes de formation ?

Nous avons créé plus de 1 200 emplois directs, notamment dans notre plantation de palmiers à huile située dans la zone de Ndendé où nous comptons près de 1 000 travailleurs. En effet, dans cette zone, 10 000 ha sont aménagés et 7 300 ha ont été plantés fin 2017. Nous commencerons la récolte de cette exploitation et en mesurerons la valeur marchande en 2020. Au regard de l'historique des prix pratiqués et malgré leurs fluctuations sur les marchés internationaux, tout laisse espérer des perspectives très favorables. De par la synergie opérée avec OLAM PALM GABON (OPG) grâce à leur usine de production d'huile de palme, nous pensons que la rentabilité de ce business n'est pas à mettre en doute.

En termes de formation, nous développons en ce moment un programme de formation grâce à un don financier d'un montant de 1,5 million de dollar US de la part de la Banque Africaine de Développement. Cette formation comporte deux volets. Le premier volet vise le renforcement des capacités des agriculteurs et des coopératives afin de leur permettre de bien gérer leurs revenus, tant à titre personnel que collectif. Le second volet concerne l'inclusion financière des coopératives et de leurs membres dans le système financier national à travers la mise en place d'une plateforme numérique qui permettra aux membres des coopératives

d'effectuer des échanges monétaires. Ce programme s'étend sur 3 ans et nous collaborons avec des consultants extérieurs pour sa mise en œuvre.

Par ailleurs, toujours dans le domaine de la formation, une cinquantaine de compatriotes ont été formés en Malaisie, afin qu'ils s'imprègnent des techniques de développement et d'exploitation des plantations de palmiers à huile. Une dizaine d'autres ont été formés au Maroc à la conduite et la maintenance des machines Caterpillar.

ECONOMIE GABON + : En décembre 2017, un soutien financier de 64,6 m^{ds} de F CFA a été octroyé au programme Graine par la BAD pour le soutenir et accélérer le financement des infrastructures sociales et agricoles nécessaires à la promotion des coopératives et à la formation des jeunes et des femmes. Acceptez-vous de nous donner quelques chiffres de ce qui a été réalisé à ce jour ? Combien de coopératives actives ? Combien de coopératives ont quitté le programme ?

Le lancement du programme GRAINE a suscité un grand enthousiasme de la part de beaucoup de compatriotes ainsi que des vocations d'agriculteurs, générant l'adhésion de 870 coopératives. 27 d'entre elles ont quitté le programme principalement en raison d'un malentendu ou d'une incompréhension. En effet, beaucoup de membres des coopératives pensaient qu'ils seraient salariés alors que la vocation du programme GRAINE est d'amener les participants à l'entrepreneuriat.

Sur les 843 coopératives restantes, seules 103 sont en activité, en particulier dans l'exploitation et la commercialisation des produits issus des 1 500 ha de plantations vivrières développées par SOTRADER en partenariat avec elles. Cependant l'expérience de ces trois années d'accompagnement des coopératives par SOTRADER nous amène à dire qu'il reste encore beaucoup de progrès et d'améliorations à apporter. En effet, ces coopératives ont des progrès à réaliser dans les domaines de la gestion de leurs finances, dans le travail en équipe, dans la gestion du conflit hommes/faune déjà évoqués précédemment. Nous sommes régulièrement à l'écoute de leurs problématiques et tentons de les résoudre ensemble.

ECONOMIE GABON + : Quelles perspectives, quelles approches rationnelles et holistiques envisagez-vous pour palier le conflit homme / faune ?

Les ravages occasionnés par les éléphants sur nos plantations ont impacté plus d'1/3 de notre production, notamment dans la province de l'Ogooué-Ivindo, mais aussi dans des zones comme la Remboué ou le département de l'Okano. Nous informons régulièrement le gouvernement de ce problème ainsi que nos partenaires et les administrations telles que l'ANPN, la Direction Générale des Aires Protégées et la FAO, afin de trouver ensemble des solutions pour réduire les graves conséquences subies. Dans ce contexte, nous avons mis en place avec l'ANPN un système de clôtures électriques dans deux plantations situées dans l'Ogooué-Ivindo. Cette technique fonctionne très bien, mais elle requiert un investissement très important et nous ne pouvons pas investir autant pour chacune des plantations de bananes que nous développons. Nous sommes intéressés

par des solutions moins onéreuses. La FAO dispose d'une boîte à outils constituée de plusieurs techniques pour lutter contre les dégâts causés par les éléphants. Ces techniques n'ont malheureusement pas toutes été testées au Gabon afin de mesurer leur efficacité. Ce souci des ravages causés par les éléphants dans les plantations ne nous permet pas de nous développer comme nous le souhaiterions. En effet, nous aimerions exploiter d'autres spéculations comme les arbres fruitiers tels que le mangui qui représente un fort potentiel commercial, mais il est inutile de travailler sur ce sujet avant d'avoir trouvé une solution efficace à ce problème.

ECONOMIE GABON + : Monsieur le Président, considérez-vous avoir atteint vos objectifs ?

Je considère qu'un projet aussi complexe que le programme GRAINE qui a pour ambition la transformation du secteur agricole gabonais et qui comporte des objectifs à court, moyen et long terme, présente à ce stade (3 ans après son lancement) des motifs de satisfaction et d'autres qui le sont moins. Nous avons plusieurs sujets de satisfaction comme l'enthousiasme et la mobilisation enregistrés auprès de nos compatriotes, l'investissement important réalisé en moins de trois ans, les 3 000 ha de parcelles aménagées et aussi les 1 500 ha de plantations de manioc et de bananes, et bien entendu, les 10 000 ha de plantations de palmiers à huile qui seront bientôt une source importante de revenus pour le Gabon et les Gabonais.

Par contre, nous réalisons qu'il n'est pas simple pour nos agriculteurs de passer d'une agriculture de subsistance de petites surfaces à une agriculture intensive de grandes surfaces. En effet, cela nécessite une présence quasi quotidienne et une assiduité aux champs, un investissement aussi dans la mécanisation parce que cultiver un 1/2 ha et passer à 10 voire 30 ha n'est pas le même travail. Ce changement dans la façon de travailler n'est pas encore évident pour nos agriculteurs. De ce fait, la productivité attendue n'est pas au rendez-vous.

Nous avons évoqué précédemment la mobilisation de 870 coopératives autour du programme GRAINE sans préciser que celles-ci fédèrent 17 625 membres dont 3 000 agriculteurs et cultivateurs sur les 103 coopératives en activités. Notre défi est de « convertir » ces agriculteurs en réels entrepreneurs pour qu'ils produisent davantage, ce qui sera plus lucratif et mobilisateur.

ECONOMIE GABON + : Dans un tout autre domaine : que répondez-vous aux opposants qui s'insurgent de l'impact écologique de la déforestation ?

L'impact écologique est minime. Pour la sélection et l'aménagement de nos sites, nous avons mis en place en collaboration avec la Direction Générale de l'Environnement et de la Protection de la Nature et des ONG Environnementales un processus de « Due Diligence » et des règles d'or environnementales pour nous assurer que les risques écologiques sont minimisés et maîtrisés dans la mise en œuvre de nos activités. Avant tout aménagement de sites, une sélection rigoureuse est effectuée avec les institutions et les ONG locales en charge de les faire respecter. Lorsque nous nous implantons, nous privilégions des zones de savane et quand il s'agit de toucher à la forêt, nous n'opérons que dans des zones de forêts secondaires ■

La sécurité alimentaire : une priorité

Par Anne-Marie Jobin

La période est effectivement difficile pour entrevoir l'expansion de nos activités, notamment à l'étranger. Cependant la politique d'implantation de nos magasins de proximité à travers le pays se poursuivra dans des endroits bien étudiés ■

**Maxi
CKdo**
LIBREVILLE

Jusqu'au **31 MAI 2018**

**CHÂTEAU
LES EYRAUX
BORDEAUX
2013**
~~8.900~~^{F.TTC}
6.500^{F.TTC}

Seule valable dans la limite des stocks disponibles. Photos et textes non contractuels.

Vers la promotion d'une filière apicole au Gabon

La rédaction

En décembre dernier, à l'occasion de la clôture du projet d'Appui à l'apiculture dans les forêts communautaires au Gabon porté par l'Agence d'Exécution des Activités de la Filière Forêt Bois (AEAFFB) et mis en œuvre avec l'appui de l'Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) depuis juin 2015, les principales parties prenantes de la filière apicole naissante au Gabon se sont réunies à Libreville pour discuter des priorités d'action pour développer une filière apicole durable au regard de ses nombreuses potentialités.

Compte tenu des connaissances encore embryonnaires sur les normes techniques d'élevage des abeilles adaptées au contexte gabonais et du caractère totalement nouveau de l'activité pour les membres des associations en charge des forêts communautaires, le projet s'est appuyé tout d'abord sur une approche de sensibilisation et d'information pour faire connaître l'apiculture moderne et identifier les sites et les personnes volontaires pour l'établissement d'unités pilotes de production.

Cette démarche a permis d'identifier et de limiter certains freins socio-culturels au développement de la filière, notamment la peur des abeilles répandue parmi les populations rurales ainsi que la faible implication des femmes dans les activités traditionnelles de collecte de miel.

« Je me suis intéressé à ce projet sans savoir qu'il me permettrait d'avoir des revenus et de pouvoir prendre soin de ma famille. Aujourd'hui, je peux affirmer que l'abeille a changé ma vie », a déclaré Patrick Imbenga, bénéficiaire membre de la forêt communautaire Matema Nguema Nze (Nze Vatican).

« Avec les moyens techniques à notre disposition, nous espérons avoir une première récolte estimée à 1 tonne qui peut nous rapporter environ 5 millions de F CFA », a précisé Hubert Bled Elie Nloh, président de l'association A2E Ebyeng-Edzuaméniène.



Dans un deuxième temps, une approche de recherche-action a été utilisée pour renforcer les capacités de cinquante apiculteurs « en herbe », vulgariser les techniques apicoles et opérationnaliser huit unités pilotes de production de miel sur les sites d'Ebyeng Edzuaméniène, Nze Vatican, Massaha et Ngokoéla dans l'Ogooué Ivindo, de Djoutou dans le Haut Ogooué, de Nkang et Ayéguéning dans le Woleu-Ntem, et d'Ongam dans l'Estuaire.

« En prenant le temps d'observer et d'adapter les pratiques au contexte de chaque forêt communautaire, nous avons pu susciter l'envie auprès des communautés villageoises de s'adonner à cette activité, une envie qui est désormais palpable au regard des résultats atteints : 6 mini-mielleries sont fonctionnelles, 28 ruchers ont été installés avec plus de 200 ruches attribuées aux communautés et des taux de domestication des abeilles très prometteurs.

« Les premiers produits issus de cette activité sont disponibles et vont pouvoir être commercialisés dans les villes les plus proches dans un premier temps », s'est réjoui Arsène Nsimaga, consultant national du projet.

Les activités de formation ont également visé le renforcement des capacités pour la fabrication locale de quelques intrants fondamentaux pour le développement de la filière. Une unité de production expérimentale a ainsi été installée sur le site d'Ebyeng-Edzuaméniène, avec 7 menuisiers formés à la construction de ruches de type kenyan et 5 couturières formées à la confection de combinaisons de protection.

Les trois pays africains qui exportent 70% du cacao mondial bénéficient seulement de 3% des revenus



Dans l'industrie chocolatière mondiale, les fèves de cacao proviennent en plus grande quantité des pays africains que des producteurs d'Amérique du Sud. Parmi les plus gros producteurs africains, la Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial de fèves, tandis que le Ghana et le Cameroun arrivent respectivement en seconde et en troisième position.

Lors de la 4^e édition du forum des fonds souverains de la Banque islamique de développement tenue à Libreville, les fonds d'investissements agricoles ont plaidé pour une implication progressive du continent dans l'industrie chocolatière afin de tirer davantage de dividendes de la transformation des fèves. Car ces pays exportent 70% des

fèves, mais ne tirent que 3% des revenus globaux issus du commerce des produits de l'industrie chocolatière.

« La transformation dans notre agriculture est notre challenge : les 3 pays africains qui exportent 70% du cacao brut dans le monde ne perçoivent que 3% des revenus générés par le chocolat », regrettait le ministre de l'Agriculture, Biendi Maganga Moussavou.

Selon les chiffres de l'ICCO, l'industrie chocolatière mondiale génère 100 mds de dollars. Mais les pays producteurs ne captent que 6% de cette somme tandis que les paysans, producteurs directs de fèves, ne profitent que de 2% de cette manne.

La Côte d'Ivoire est classée parmi les principaux pays producteurs de cacao avec une production qui représente plus de 35% de la production mondiale de cacao au cours des dernières années.

En 2017 par exemple, le pays a produit 2,01 millions de tonnes de cacao sur une production mondiale estimée à 4,7 millions de tonnes selon l'ICCO. Lors de la campagne cacaoyère 2016-2017, le pays a tiré 2 013 mds de F CFA de revenus, soit environ 3,350 mds de dollars, du commerce des fèves, quand les compagnies chocolatières américaines généraient des ventes de l'ordre de 22 mds de dollars en 2017.

Le Ghana, avec une production de 882 175 tonnes en 2017, et le Cameroun (380 000 tonnes), trinquent face à cette réalité ■

Pratiquée depuis l'antiquité, l'apiculture, et surtout l'apiculture moderne, reste encore méconnue et par là même ignorée dans les politiques de développement agricole au Gabon. Le miel produit localement y est principalement du miel sauvage collecté de façon traditionnelle et artisanale selon des pratiques peu respectueuses de l'environnement, avec des rendements à très faible impact sur le développement rural. Cette production ne permet pas de répondre à la demande nationale en miel, car la quasi-totalité du miel consommé au Gabon, surtout dans les centres urbains, est importée des pays européens et depuis peu, du Brésil et du Cameroun.

Établissement public chargé d'accompagner les forêts communautaires dans la mise en œuvre de leur plan simple de gestion au Gabon, l'AEAFFB a identifié la filière apicole comme une filière d'avenir pour les forêts communautaires.

Cette agence cherche en effet à diversifier les activités économiques des forêts communautaires en identifiant et soutenant le développement de filières responsables capables de compléter les revenus des populations en ciblant plus particulièrement les jeunes et les femmes, et de limiter ainsi les tentations d'exploitation illégale du bois ■

Le Gabon et d'autres pays africains posent des diagnostics afin d'améliorer les petites exploitations agricoles

Comment rendre les petits exploitants rentables et productifs ? C'est la question que se sont posée récemment à Libreville près de 50 délégations en provenance de plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre lors de quatre journées de réflexion visant à faire des petites exploitations familiales rurales de véritables affaires prospères. Et cela, sous l'égide du Fonds international pour le développement de l'agriculture (FIDA).

La rédaction

Cette rencontre avait notamment pour objectif de trouver des solutions visant à accroître la productivité et la rentabilité des unités de production détenues par les populations rurales (petits exploitants agricoles) pour permettre un développement économique et social du monde rural également confronté aux changements climatiques.

Parmi les officiels se trouvait le directeur de la division des partenariats et de la Mobilisation des ressources du FIDA, Mohamed Beavogui. Ce dernier considère que « les petits producteurs nourrissent 80% de la population. L'enjeu réside dans le fait que ces petites exploitations passent de la subsistance à une agriculture commerciale de profit et de rentabilité ». Pour lui, « quelle que soit l'échelle, l'agriculture est une activité économique privée, un business qui a besoin des liens clairs le long de la chaîne de valeurs qui va de la production à la transformation, au marketing et à la consommation ».

Pour soutenir cette dynamique de rentabilité et de profitabilité de l'agriculture, les investissements du FIDA en faveur du secteur ont doublé dans la région.

Le FIDA a appelé à un partenariat avec le secteur privé, qu'il s'agisse des grandes entreprises ou des petites exploitations familiales. Abordant les actions futures du FIDA au Gabon, le ministère de l'Agriculture a entamé un plaidoyer pour l'extension aux huit autres provinces du pays du Projet de développement de l'agriculture rural (PDAR) financé par le FIDA et expérimenté avec succès dans le nord du Gabon ■

Contribution de la FAO à la 14^e plateforme des partenaires du PDDAA et au processus de domestication de la Déclaration de Malabo en Afrique

Organisée sur le thème de l'«Accélération de la mise en œuvre des plans nationaux d'investissement agricole pour réaliser les buts et les cibles de Malabo», la 14^e édition de la plateforme des partenaires du Programme détaillé de développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA) s'est tenue du 25 au 27 avril 2018 à Libreville, au Gabon.

La rédaction

Cette rencontre avait pour objectif de célébrer les acquis des trois dernières années de mise en œuvre de la Déclaration de Malabo sur « la croissance accélérée de l'agriculture et la transformation pour une prospérité partagée et l'amélioration des moyens d'existence », mais aussi plus important, de discuter des voies et moyens d'aller encore plus vite pour atteindre les buts et les cibles fixés à l'échelle du continent. En tant que forum de dialogue politique, la réunion a aménagé des discussions sur le renforcement des capacités nationales pour accélérer le financement et la mise en œuvre des Plans nationaux d'investissement agricole (PNIA), et institutionnaliser la responsabilité mutuelle aux niveaux nationaux et régionaux.

Le forum a fait ressortir en termes pratiques de mise en œuvre les liens entre le PDDAA, l'agriculture africaine par le biais de la Déclaration de Malabo et le Cadre des résultats du PDDAA, et l'Agenda 2063 de l'Union africaine ainsi que les travaux sur les Objectifs de développement durable (ODD). L'occasion était donnée aux différentes parties prenantes de réfléchir à la manière dont leurs apports pourraient être mobilisés plus efficacement pour permettre des effets multiplicateurs et passer à une transformation agricole durable.

Durant ces trois jours, la plateforme a rassemblé plus de 400 dirigeants de gouvernements africains, y compris des parlementaires des États membres de l'Union africaine (UA), des dirigeants d'organisations internationales, partenaires de développement, entreprises agroalimentaires privées, agriculteurs, ONG et organisations de la société civile.

Au terme de cette rencontre, Koffi Amegbeto, coordonnateur de l'initiative régionale « Faim Zéro » du Bureau régional de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour l'Afrique, nous a accordé une interview pour nous donner les détails sur la contribution de la FAO lors de ces assises de Libreville.

QUELLE A ÉTÉ LA CONTRIBUTION DE LA FAO À LA 14^E PLATEFORME DU PDDA ?

Koffi Amegbeto : La participation de la FAO à la plateforme continentale a porté sur plusieurs volets dont : la contribution au panel de haut niveau sur la thématique « Catalyser la mise en œuvre des Plans nationaux d'investissement agricole (PNIA) grâce à des mécanismes de politiques et de planification renforcés pour la responsabilité mutuelle et la performance » qui était aussi axée sur l'alignement et l'harmonisation avec les objectifs de développement durable. La FAO a rappelé que l'Afrique est la seule région du monde à avoir présenté de manière consistante une position commune sur les questions de portée mondiale, très clairement exposée dans « L'Agenda 2063 – L'Afrique que nous voulons ».



Cette position africaine commune a formulé des priorités, y compris en matière de transformation économique, de développement à dimension humaine, de préservation de l'environnement, de paix et de sécurité, parties intégrantes des objectifs de développement durable. Aussi, a-t-elle participé au panel des discussions sur le renforcement du plan national d'investissement agricole, formulation, efficacité et efficience de la mise en œuvre. Ces discussions se sont articulées autour des moyens nécessaires pour mobiliser la capacité de mise en œuvre au sein des pays, de la qualité et la taille qui correspondent aux besoins, et de l'échange des expériences parmi les États membres. Par ailleurs, elles ont également abordé l'appui au renforcement des systèmes de données de qualité et la responsabilité mutuelle des pays dans le cadre de l'institutionnalisation de la culture et la pratique de la responsabilisation face aux actions, résultats et impacts.

MAIS CONCRÈTEMENT, QUEL APPUI LA FAO A-T-ELLE APPORTÉ AUX PAYS EN MATIÈRE DE DOMESTICATION DE LA DÉCLARATION DE MALABO ?

Koffi Amegbeto : La FAO est l'agence des Nations-Unies qui dirige les efforts internationaux pour vaincre la faim. Elle a un avantage comparatif qui lui permet d'appuyer les pays et les Communautés économiques régionales (CER) dans le processus de domestication de la Déclaration de Malabo, notamment grâce à une large équipe d'experts techniques dans les secteurs et sous-secteurs de l'agriculture et à un centre d'investissement dédié spécifiquement à l'appui dans les opérations d'investissement,

y compris la conception, la mise en œuvre, la supervision et l'évaluation des plans, programmes et projets d'investissement agricole. Ce centre favorise également des partenariats stratégiques, agissant en tant que « courtier neutre » pour la mobilisation des ressources.

La FAO s'est dotée d'un nouveau cadre stratégique clairement aligné sur l'Agenda 2030 et les engagements de Malabo. C'est aussi l'un des partenaires clés qui ont intensément appuyé la formulation des Plans régionaux d'investissement agricole de la Commission de l'océan indien et de la Communauté de développement de l'Afrique australe en 2016 ainsi que ceux du Marché commun de l'Afrique orientale et australe, de l'Autorité intergouvernementale pour le développement, et de la Communauté économique des États de l'Afrique Centrale validés en 2017. L'appui apporté à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest a porté uniquement sur l'évaluation de l'ancienne politique régionale et la réalisation d'études ayant permis d'informer le RAIP.

Au niveau national, la FAO a appuyé jusqu'ici 17 pays et permis ainsi à six d'entre eux (Bénin, Côte d'Ivoire, Malawi, Mali, Niger et Rwanda) d'achever la formulation suivie des validations technique et politique ; 7 pays (Burkina Faso, Guinée, Guinée Bissau, Liberia, Nigeria, Sierra Leone et Togo) attendent uniquement la validation politique ; 4 pays (Cap Vert, Ghana, Sénégal et Gambie) en sont au stade de l'élaboration du document et enfin, 2 pays (Lesotho et Kenya) sont appuyés dans l'élaboration de leurs stratégies devant mener à la formulation de leurs PNIA. L'orientation innovante apportée à certains de ces plans consiste en l'inclusion d'un cadre de résultat et d'un système de suivi-évaluation devant faciliter le lien avec la revue biennale, le rapportage volontaire sur les ODD (objectifs de développement durable) selon les cas, et des propositions d'outils ou mesures politiques en soutien à une mise en œuvre accélérée des PNIA.

QUELQUES LEÇONS APPRISES

Koffi Amegbeto : Pour combattre la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition, il est évident que l'on peut faire mieux, différemment et plus efficacement. Dans ce contexte, le partenariat est vital et la coordination essentielle. La FAO est très consciente de l'importance d'approfondir la collaboration et la coordination avec d'autres parties prenantes pour tirer parti de l'expertise distincte et des avantages comparatifs.

L'expérience de la FAO atteste que le leadership national est extrêmement important dans le processus de domestication de la Déclaration de Malabo. Dans la plupart des cas, ceci est démontré à travers le ministère de l'Agriculture soutenu par les groupes multisectoriels de travail (agriculture, nutrition, genre et affaires sociales, protection de l'environnement et la résilience, etc.). D'une part, il est extrêmement important d'apporter un soutien coordonné aux pays parce que le prix d'un appui anarchique est très élevé en termes de développement rural, de performance du secteur agricole, de sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations. La duplication et la fragmentation des initiatives ainsi que le manque de complémentarité et de synergie diminuent l'efficacité, l'efficacéité et l'impact des appuis aux pays. D'autre part, les coûts de transaction associés à ces mécanismes de coordination doivent être maintenus au minimum ou à un niveau raisonnable ; il s'agit de mettre en place un mécanisme de coordination inclusive léger et transparent.

Les succès de domestication sont marqués par la présence d'un comité multisectoriel de pilotage, d'une équipe locale d'experts techniques, et l'adoption d'une approche programme par la planification suivie d'une budgétisation du processus. Un processus programmé assurant la représentation des parties prenantes et leur inclusion dans la conception et les structures de préparation du PNIA devrait être planifié à l'avance et mis en œuvre.

Travailler par l'intermédiaire d'un comité directeur multipartite de haut niveau établi pour assurer le leadership, la supervision et l'orientation du processus de conception du PNIA est la base d'un processus de participation et d'équité. Pour garantir la qualité des PNIA, une équipe technique de base devrait être mise en place en tant que responsable du travail technique détaillé de la conception du PNIA et de la livraison du projet de PNIA, sous la direction du comité de pilotage. Les faibles capacités des pays peuvent être renforcées grâce au processus de conception du PNIA. Incluant à la fois les compétences techniques et de conception, ce dernier implique la planification de la participation au séquençage, les stratégies de communication et les événements de validation.

Il est important que les gouvernements continuent de mettre en œuvre les réformes politiques, réglementaires et institutionnelles essentielles à la mobilisation des ressources intérieures. L'augmentation des investissements des acteurs du secteur privé est étroitement liée à un paysage politique et réglementaire favorable et plus prévisible. Alors que notre monde réagit à des chocs économiques et climatiques plus fréquents, les réponses politiques du gouvernement doivent naturellement préserver la sécurité alimentaire à court terme sans accroître l'incertitude et les risques pour les agriculteurs et les investissements du secteur privé ■

Communiqué

PROGRAMME OPHTALOMOLOGIQUE NATIONAL DE LA GSEZ

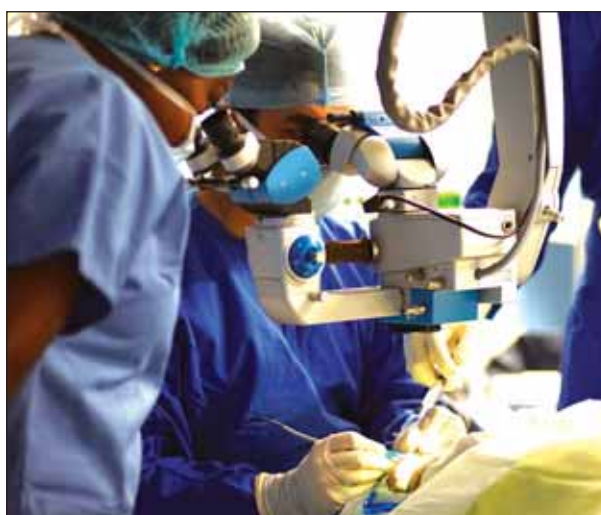
Libreville, Gabon, le 05 Avril 2018 – La GSEZ (Gabon Special Economic Zone) a lancé aujourd'hui, sous la supervision du ministère de la Santé, *Vision pour tous*, un programme ophtalmologique itinérant intégralement financé et organisé par la GSEZ au profit de l'ensemble de la population gabonaise.

Une brève cérémonie d'ouverture s'est tenue ce jour au siège de la GSEZ sis aux Galeries TSIKA à Mbolo, en présence de représentants de la GSEZ, du ministère de la Santé et de la société civile.

GSEZ place le développement durable au cœur de sa stratégie et met en place, depuis sa création, des actions sociales destinées à impacter positivement les populations. De la construction d'écoles ou de dispensaires au don de matériel scolaire, en passant par la construction de pompes hydrauliques et de panneaux solaires, la GSEZ est fortement engagée dans le développement socio-économique du Gabon. Les Gabonais, qu'ils soient employés de la GSEZ ou non, ont toujours été un soutien de taille dans nos opérations et notre devoir est de les soutenir dans les défis quotidiens auxquels ils sont confrontés.

Parmi ces défis, nous avons relevé la croissance importante des pathologies ophtalmologiques dans le pays ces dernières années. Les principales causes de malvoyance et de cécité au Gabon sont majoritairement la cataracte, le déficit d'équipement en lunettes médicales, le glaucome chronique à angle ouvert et autres pathologies oculopalpébrales (source : rapport du PNLSC). Le fait que les enfants soient aussi très touchés par divers problèmes ophtalmologiques affectant parfois leur scolarité constitue pour nous une motivation supplémentaire.

Dans ce contexte, la GSEZ a décidé de mettre en place un programme qui permettrait d'apporter une aide efficace au traitement des maux cités ci-dessus. ce programme a été



conçu sous la supervision du ministère de la Santé, garant de la sécurité sanitaire des Gabonais, qui a apporté une aide considérable dans la mise en place opérationnelle de ce programme.

Comme son nom l'indique, *Vision pour tous* a vocation à traiter tous les Gabonais souffrant de pathologies oculaires ou n'étant pas équipés de lunettes médicales. Dans ce but, des ophtalmologues et leurs équipes vont sillonner le Gabon pendant plusieurs mois et aller à la rencontre des populations.

Placé sous le signe de la technologie, ce programme fait appel à des méthodes encore jamais utilisées dans le domaine de la santé au Gabon, telles que :

– **Numéro court** : des dizaines d'opérateurs disponibles pour recevoir les appels des populations.

– **Logiciel de suivi ultra performant** : il permet la prise de rendez-vous et surtout l'ouverture rapide d'un dossier médical en ligne et la constitution d'une base de données exhaustive pour les statistiques sur la santé oculaire au Gabon (âge, antécédents médicaux, pathologie oculaire, etc.)

– **CRYSTAL** : appareil à la pointe de la technologie qui permet, grâce à l'intelligence artificielle, d'analyser le globe oculaire de manière exhaustive et précise en quelques secondes seulement.

Toujours dans une politique de développement durable, la GSEZ a souhaité que les équipes médicales gabonaises puissent profiter de cette expertise et organise également une formation à l'utilisation de ces bijoux de la technologie pendant toute la durée de la campagne.

C'est donc avec plaisir que GSEZ déclare ouvert le programme *Vision pour tous*, dans l'espoir qu'il atteigne ses objectifs qui sont de procurer une aide effective aux plus nécessiteux tout en apportant des améliorations palpables dans le domaine de la santé oculaire au Gabon.

À PROPOS DE LA GSEZ :



STATISTIQUES ACTUELLES

6085 consultations
3239 prescriptions de lunettes
437 opérations chirurgicales
744 cataractes
107 glaucomes
464 autres pathologies

ÉCOLES DÉPISTÉES

Martine Oulabou.....	331
Sino-gabonaise.....	130
Sainte Marie.....	1 037
Calasanz.....	590
Ba Oumar.....	1 837
Ambowe.....	496
Ecole p. Charbonnages.....	1 251
Ecole p. d'Alibandeng.....	710
Ecole p.d'Okala.....	823
Ecole p.d'Angondje.....	844
Ecole p. Malibe 2.....	70
Collège Bessieux.....	1 633
Lycée p. Sibang.....	1 370
Lycée G. Mabignath.....	1 647
CES Mabignath.....	1 485
CES d'Akebe.....	1 962

TOTAL DÉPISTÉES.....16 214

NTOUM.....665

La zone économique spéciale du Gabon (Gabon Special Economic Zone ou GSEZ) est un acteur économique leader dans le paysage industriel national et régional. Créée en 2010, la GSEZ est un partenariat public-privé solide entre Olam International Ltd, la République Gabonaise et Africa Finance Corporation.

En 7 ans, la GSEZ a développé avec succès plusieurs infrastructures d'envergure au Gabon :

- **GSEZ Special Economic Zone** : l'un des plus grands parcs industriels d'Afrique sub-saharienne qui s'étend sur 1126 ha avec 126 investisseurs venant de 18 pays, opérant dans 17 industries différentes.
- **GSEZ New Owendo International Port** : un port moderne et multifonctionnel doté de toute une gamme d'installations logistiques ainsi que d'un terminal pour la gestion de marchandises de vrac à des prix avantageux.
- **GSEZ Mineral port** : un terminal à la pointe de la technologie pour les clients qui opèrent principalement dans l'industrie minière et importent/exportent des marchandises telles que le manganèse, le sable, le gravier, etc.
- **GSEZ Airports** : construction du nouvel aéroport de Libreville, à 30 km du centre de la ville avec une capacité de 2 millions de passagers par an dès son ouverture prévue en 2020.

10 ANS

VIDE-GRENIER

BRADERIE DE LBV

By CoCo

RESTAURATION ET ANIMATION!

DIMANCHE 3 JUIN 2018

GRANDE TOMBOLA AVEC DE NOMBREUX LOTS

De 9h à 18h

Entrée gratuite

PARKING DE 2AG

(FACE CENTR'AFFAIRES AEROPORT)

Venez faire de bonnes affaires!

Stand pour les exposants :
1 table de 2,5m + 2 chaises sous la tente : 30 000 fcfa
Inscription à Even'Jet by CoCo
(montagne sainte du lundi au samedi de 9h à 18h)

une partie des bénéfices ira à l'association du Rotary.
Interdiction de vendre des boissons ou de l'alimentaire.
Vente uniquement d'affaires personnelles.

Info :
07 00 38 38
04 00 04 44

Rotary Club Libreville Sud

Agences n°1

Vide-grenier / braderie de Libreville

facebook

JCDecaux

GABIMP

E-LEARNING : FAUT-IL LE CRAINDRE OU L'ADOPTER ?

L'apprentissage en ligne ou e-learning est une innovation qui présente de nombreux avantages et peut répondre à certains des défis éducatifs de l'enseignement supérieur en Afrique.

La rédaction

Lorsque l'on analyse les défis liés à l'apprentissage en ligne, on a tendance à se focaliser sur la question de l'accès : difficulté d'accès aux ressources financières pour acquérir des équipements ; difficulté d'accès géographique, puisque certaines régions sont trop enclavées et sous-équipées pour être correctement connectées au réseau Internet ou même au réseau électrique nécessaires à l'instauration de systèmes d'apprentissage en ligne. Mais ce ne sont pourtant pas les seuls problèmes à prendre en compte !

CULTURE AFRICAINE EN DANGER ?

Il existe également des défis socioculturels. En effet, des critiques affirment que l'utilisation de l'apprentissage en ligne dans l'enseignement supérieur africain pourrait éroder la culture et l'identité africaines. Ils craignent que les plateformes d'apprentissage en ligne privilégient uniquement la culture occidentale. Ces critiques craignent que l'utilisation de l'apprentissage électronique déstabilise d'une manière ou d'une autre les modèles et comportements existants dans l'enseignement supérieur africain.

Pourtant, les nouvelles technologies offrent une chance d'intensifier la communication dans le processus d'apprentissage et d'étendre les offres éducatives à travers les frontières. L'apprentissage en ligne peut également permettre aux universitaires de construire de nouveaux réseaux au-delà de leurs frontières. Alors que le savoir occidental peut se répandre en Afrique, l'inverse est également vrai : le savoir propre au continent peut se diffuser beaucoup plus loin grâce à l'apprentissage en ligne. Ensuite, l'Afrique devrait être encouragée à investir dans l'apprentissage en ligne, à l'instar de l'Amérique latine et de l'Inde.

UNE INNOVATION SOCIALE IMPORTANTE

La plupart des pays africains ont des politiques

progressistes vis à vis de l'apprentissage en ligne et l'ont adopté en théorie. Cependant, en pratique, il reste beaucoup à faire, surtout par ceux qui doivent partager cette information : les éducateurs. En même temps, des mécanismes doivent être mis en place pour s'assurer qu'il est utilisé sans être perçu comme sapant les efforts, les connaissances et les cultures des peuples africains. Ceux qui critiquent le e-learning en raison de la menace qu'il représente pour les identités culturelles africaines voient clairement la mondialisation – et la diffusion de la technologie et de l'innovation qui en résulte – comme un danger qui aggrave les disparités entre le monde occidental et les pays africains.

Cependant, l'e-learning est à la fois une innovation technologique et sociale qui peut résoudre les problèmes dans un contexte social particulier. Par exemple, au Kenya, en Tanzanie et en Afrique du Sud, certains ont utilisé l'apprentissage en ligne pour compléter leur enseignement dans le cadre d'un programme de maîtrise en gestion de l'information sur la santé.

Le e-learning permet d'économiser de l'argent, puisque les étudiants et le personnel n'ont pas à voyager. C'est aussi l'occasion d'un apprentissage interculturel inestimable. Les identités culturelles africaines ne seront pas érodées par l'apprentissage en ligne. Au contraire, ce genre d'expérience interculturelle aide à renforcer la propre identité du continent. En même temps, c'est un moyen de mieux comprendre et d'accommoder la diversité.

APAISER LES PEURS

Les critiques disent également que l'apprentissage en ligne est une manière d'imposer la technologie aux populations africaines. Cette idée découle du déséquilibre du pouvoir et des disparités économiques entre l'Occident et l'Afrique. Malheureusement, il manque une bonne compréhension des problèmes que ces technologies sont susceptibles de résoudre.

Par exemple, de grandes parties de l'Afrique sont éloignées des centres urbains. Les habitants de ces régions veulent continuer à apprendre,



mais ils peinent à le faire parce qu'ils sont loin des villes ou des grands centres. L'apprentissage en ligne est un moyen de répondre de manière appropriée à cette demande, rapidement et à moindre coût.

Une partie du problème en Afrique est que les gens ne font pas la distinction entre l'occidentalisation et la modernité. L'occidentalisation est l'émulation culturelle de l'Occident, qui conduit à l'adoption aveugle et systématique des idéologies, technologies et contenus occidentaux. La modernisation est l'acceptation de changements compatibles avec la science, la technologie et leurs exigences fonctionnelles dans la vie des gens. Une résistance à la modernité, en l'occurrence l'apprentissage en ligne, pourrait en fait entraver le développement socio-économique de l'Afrique.

L'apprentissage en ligne est une innovation qui présente de nombreux avantages et peut répondre à certains des défis éducatifs de l'enseignement supérieur en Afrique. Les critiques doivent être entendues et analysées afin que les craintes puissent être levées. Ceux d'entre nous qui travaillent dans le domaine de l'apprentissage en ligne, ainsi que ceux qui fournissent les plateformes d'enseignement, devront aider les gens à faire la distinction entre l'origine de la technologie - souvent les nations ou organisations occidentales - et les avantages qu'elle apporte.

Enfin, il sera également important de préparer les éducateurs africains à cette avancée technologique. Ils doivent savoir comment l'utiliser, comment la diffuser avec un contenu local, pertinent, contextualisé, et comment offrir aux apprenants un enseignement authentique ■

Train My Generation : Démarrage des formations dans les métiers rares de l'économie numérique

Le 14 mai 2018, le programme *Train my generation* (Former Ma Génération – Gabon 5000) lançait des formations TIC, toutes gratuites, au bénéfice de 20 jeunes Gabonais.

Le programme « Train My Generation » mis en œuvre par l'UNESCO et Airtel Gabon depuis 2014 a pour ambition de former aux TIC des jeunes Gabonais âgés de 17 à 35 ans selon 4 composantes : (I) Initiation à l'outil informatique ; (II) Soutien scolaire en ligne (E-learning) ; (III) Développement des applications mobiles et accompagnement à l'entrepreneuriat et (IV) Métiers rares de l'économie numérique au Gabon.

Ce dernier volet a décollé en 2017 après une étude désignant une vingtaine de métiers très demandés, mais peu ou pas représentés au Gabon dont 4 ont été retenus pour créer des fi-

lières de formation : Community management, E-réputation, Maintenance informatique-télécom et Cyber-sécurité.

Encadrées par des experts internationaux, les 3 premières formations se déroulent à Libreville et la 4^e à Tunis. Seuls les 20 meilleurs candidats ont été sélectionnés pour ces formations de 2 à 3 mois co-animées avec le groupe Sahelys. À la sortie, ils pourront accéder au monde du travail ou intégrer l'incubateur prévu dans le cadre de la composante III et se mettre à leur compte. La signature de contrats d'apprentissage devrait faciliter leur insertion ■

CONSO & SANTÉ

Sénégal: l'artemisia naturelle peut-elle guérir le paludisme?

L’artemisia refait parler d’elle, sous sa forme naturelle. Mais pas toujours en bien. La communauté scientifique doute de sa capacité à lutter efficacement contre l’un des grands fléaux de notre temps : le paludisme. D’autres affirment pourtant qu’elle agit préventivement et l’envisagent comme une alternative naturelle et bon marché aux traitements classiques.



Annu et *afra* sont deux variétés de l’artemisia. Elles sont cultivées depuis 2017 entre Dakar et Saint-Louis, à quelques kilomètres de la fabrique de Sébikotane. C’est là que des femmes s’emploient à broyer les feuilles et les tiges afin d’obtenir une poudre vert sombre qu’elles conditionnent en petits sachets pour les infusions, ou en gélules. Tout cela sous l’œil avisé d’un jeune ingénieur agronome belge, Pierre Van Damme, responsable de la Maison de l’artemisia au Sénégal. Son rôle: promouvoir la culture et les bienfaits de l’artemisia partout en Afrique, où il existe déjà 18 de ces structures.

Selon lui, l’industrie pharmaceutique n’a «*aucun intérêt*» à voir se généraliser ce remède permettant pourtant «*d’éradiquer toute trace du parasite*» pour un coût «*cinq à six fois inférieur*» aux médicaments classiques, sans entraîner d’effets secondaires tels que des troubles neurologiques ou digestifs.

Un argument économique qui ne tient pas selon le Dr. Aissatou Touré, directrice de l’unité d’immunologie de l’Institut Pasteur. Cette spécialiste met en garde contre l’utilisation inconsidérée de l’artemisia car, dit-elle, en «*prendre régulièrement en infusion est une chose. Mais l’utiliser pour traiter un enfant en train de faire un accès de paludisme, ce n’est pas la même problématique*», en tout cas au Sénégal, où le traitement contre le paludisme est «*gratuit et accessible*».

REDÉCOUVERTE PENDANT LE GUERRE DU VIETNAM

Utilisée en médecine chinoise depuis au moins deux millénaires, l’artemisia fut redécouverte pendant la guerre du Vietnam où elle était utilisée comme remède contre les douleurs et la fièvre. Plus récemment, la communauté internationale scientifique l’a adoubée. En 2015, Tu Youyou est devenue le premier prix Nobel de médecine chinois pour avoir démontré l’efficacité d’une substance extraite de la plante, l’artémisinine, dans les traitements antipaludéens.



Depuis que les parasites à l’origine du paludisme (plasmodium) ont développé des résistances aux médicaments classiques comme la quinine, l’Organisation mondiale de la santé (OMS) recommande l’utilisation des CTA qui associent l’artémisinine (aujourd’hui de synthèse) à une autre molécule, de type amodiaquine ou méfloquin. Mais l’OMS s’oppose à l’utilisation de l’artemisia sous sa forme naturelle.

Ce que regrette M. Van Damme, installé à Tivaouane au Sénégal où il gère une plantation d’artemisia. Depuis les années 2000, des tests sur des centaines d’individus vivant dans des zones infestées, notamment en RDC et au Cameroun, ont démontré une efficacité préventive et thérapeutique allant jusqu’à 100% après sept jours de prise sous forme de tisane, fait remarquer ce jeune Belge.

UNE CURE REVIENT À 3,75 EUROS

«*Une fois que la personne a le paludisme, la posologie est stricte. Il lui faut 5 grammes par jour dans un litre d’eau pendant sept jours*», explique-t-il, citant une demi-douzaine d’études. Sous la forme de gélules, «*c’est trois le matin, trois le midi et trois le soir*». Coût d’un traitement d’une semaine ou d’une cure préventive : 2 500 F CFA, soit 3,75 euros.

Interrogé sur cette plante miracle par le site au-senegal.com, il répondait en octobre 2017 : «*L’artemisia n’est vraiment pas une bonne découverte pour nos amis de l’industrie pharmaceutique. Recommandée en 2001 par l’OMS, retirée en 2004...*»

Vingt ans après la première conférence internationale panafricaine sur le paludisme (MIM – Multilateral Initiative on Malaria) au Sénégal, l’artemisia est la grande absente de la 7^e édition qui réunit quelque 3 000 spécialistes près de Dakar. Sentant peut-être un regain d’intérêt pour cette plante médicinale, le Dr. Aissatou Touré martèle qu’en cas de maladie déclarée, «*il serait sage d’utiliser des traitements reconnus comme efficaces. Maintenant, si vous voulez, en plus, ajouter autre chose, libre à vous.*»

flyafrijet.online

PROGRAMME DES VOLS DU 25 MARS AU 27 OCTOBRE 2018

Au départ de Libreville vers...	Jour	Départ	Arrivée
Brazzaville (via Franceville)	L - M - V - -	10H00	13H00
Franceville	L - M - V - - - - - - V - - - - - - - D	10H00 13H00 12H30	11H30 14H30 14H00
Pointe-Noire	- M - - - - - - - J - - - - - - - - D	14H30 12H45 20H00	16H15 14H30 21H55
Port - Gentil	L M - J V S - - - M - - - - L M M J V - D L M M J V - D L M M J V S D	07H30 08H30 17H30 21H30 21H45	08H05 09H05 18h05 22H05 22H20
Sao Tomé (Direct)	- - - J - - - - - - - - D	18H30 12H15	19H25 13h15
Via Douala (à partir de Mai 2018)	- - - - V - -	16H15	19H30
Douala (à partir de Mai 2018)	L - - - - - - M - - - - - - M - - - - - - V - - - - - - - D	12H00 10H00 15H00 16H15 15H45	13H00 11H00 16H00 17H15 16H45

Au départ de Port - Gentil vers...	Jour	Départ	Arrivée
Libreville	L M - J V S - - - M - - - - - M M - - - - - - - J V - - - - - - - D L M M J V - D L M M J V S D - - - - - D	08H30 07H30 13H15 11H45 11H00 18H15 18H30 22H55	09H05 08H05 13h50 12H20 11H35 18H50 19H05 23H30

Au départ de Pointe Noire vers...	Jour	Départ	Arrivée
Libreville	L - - - - - - - M - - - - - - - J - - -	09H15 07H30 15H45	11H00 09H15 17H30

Au départ de Brazzaville vers...	Jour	Départ	Arrivée
Libreville (vol Direct)	- - - - V - -	13H45	15H30
Franceville (vol direct)	L - M - - - -	13H45	14H45
Libreville (via Franceville)	L - M - - - -	13H45	16H45

Au départ de Franceville vers...	Jour	Départ	Arrivée
Libreville	L - M J V - - - - - - - D	15H15 14H45	16H45 16H15
Brazzaville (vol direct)	L - M - V - -	12H00	13H00

Au départ de Sao Tomé vers...	Jour	Départ	Arrivée
Libreville	- - - J V - - - - - - - D	20H15 13H55	21H15 14H55

Au départ de Douala vers...	Jour	Départ	Arrivée
Libreville	L - - - - - - M - - - - - - - M - - - -	14H45 12H30 17H30	15H45 13H30 18H30
Libreville (via Sao Tomé)	- - - - - D - - - - V - - - - - - V - -	18H00 18H15 18H15	19H00 21h10 19H30
Sao Tomé	- - - - V - -	18H15	19H30

Avec connections possibles entre Port-Gentil, Franceville, Brazzaville, Pointe Noire, Sao Tomé et Douala

Réservation en ligne : Flyafrijet.online ou en agence de voyage
Hotline Pointe Noire : +242 05 324 74 16
Hotline Brazzaville : +242 05 324 74 18
Hotlines Libreville : +241 02 01 17 17 ou +241 07 56 03 03
Hotline Port-Gentil : +241 02 03 32 01
Hotline Moanda : +241 02 29 93 93
Hotline Franceville : +241 02 00 90 01



AGENDA N° 65

24 – 26 Mai 2018 : SALON VIVATECH 2018 PORTE DE VERSAILLES

Le salon qui réunit la crème de la tech revient du 24 au 26 mai prochains à la Porte de Versailles. Pendant trois jours, découvrez les start-up tech qui vont révolutionner le monde de demain.

11 – 12 OCTOBRE 2018 : LE RWANDA ACCUEILLE LE PRIX DE L'INNOVATION POUR L'AFRIQUE 2018

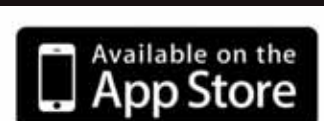
La 7^e édition de l'événement annuel renommé d'innovation panafricaine de l'African Innovation Foundation (AIF) se tiendra à Kigali du 11 au 12 octobre 2018, renseigne le gouvernement rwandais.

COMPRENDRE L'AFRIQUE QUI BOUGE



Huit magazines sur l'Afrique
en français et en anglais
www.icpublications.com

Également disponible en édition digitale,
accessible depuis votre ordinateur, tablette ou smartphone.



Influent
Indépendant
Incontournable

Bat A 609, 77 rue Bayen,
75017 Paris
Tél : +33 1 44 30 81 00
Fax : +33 1 44 30 81 11
icpubs@icpublications.com



Le carburant qui nettoie votre moteur km après km

**MEILLEURE
QUALITÉ
MÊME PRIX**

**VOTRE MOTEUR EST
+ PROPRE
+ ÉCONOMIQUE**



totalmarketing.ga

Credit photo : Mécanique Générale Paris.



*Par rapport à un carburant non spécifiquement additivé. Tests réalisés en 2013. Les résultats peuvent varier en fonction du type de véhicule. Plus d'informations sur totalmarketing.ga